

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAMEDI 24 SEPTEMBRE 1977 - N° 515

Commission paritaire n° 56942 - Tél : 636.73.76

1,70 F

Suspension du sommet de la gauche

LES DEUX PROJETS CAPITALISTES DE LA GAUCHE MIS A NU

Après l'éclat de Robert Fabre, de nouvelles tractations de la gauche ont été suspendues dans la nuit de jeudi à vendredi.

Le blocage des négociations a un grand mérite pour nous : les états-majors du PCF, du PS et aussi du MRG sont amenés ainsi à étaler crûment et sans façon sur la place publique, leurs projets bourgeois contradictoires.

Et c'est normal : en 1972, le PCF et le PS avaient pu s'entendre sur un Programme dit commun, quitte à laisser dans le flou et à masquer leurs divergences. Chacun y trouvait son compte : chacun des partenaires une audience électorale, en se donnant un visage de gauche, le PCF parce que c'était, depuis plusieurs années, le seul moyen qu'il avait d'avoir une chance sérieuse, à terme, de participer au gouvernement et de

conquérir des points d'appui au sein même de l'appareil d'État bourgeois.

Mais aujourd'hui, à la veille des élections, qui peuvent porter l'Union de la gauche au gouvernement, le flou n'est plus possible : chacun des partenaires veut s'assurer d'un contrat le plus favorable pour, au départ et une fois au gouvernement, poursuivre ses objectifs propres et se mettre en position

de subordonner et d'éliminer son partenaire.

Et ainsi, pour une fois, les états-majors bourgeois disent la vérité.

Quand Marchais dit qu'il est «très inquiet», c'est vrai. Quand Marchais dit : «*Nous n'avons pas de stratégie de rechange. Nous n'en avons qu'une, nous n'en avons qu'une et nous n'en aurons toujours qu'une*», c'est vrai. Quand Marchais déclare que la question des nationalisations est un «*terrain capital*», c'est vrai aussi.

Le PCF veut parvenir au gouvernement pour occuper des places au sein de l'appareil d'État.

Pour cela, il n'a d'autre moyen que de se maintenir dans la coalition de gauche. Mais en même temps, si une fois au gouvernement, le champ du secteur nationalisé est insuffisant, alors il lui serait très difficile d'aller là où il veut en venir : de s'appuyer sur ses positions dans le secteur nationalisé et dans l'appareil d'État pour les étendre encore, évincer la bourgeoisie actuelle et promouvoir le moment venu une nouvelle bourgeoisie formée de politiciens révisionnistes, de chefs syndicaux, d'ingénieurs et de cadres, instaurant un capitalisme d'État.

(SUITE P. 7)

KALKAR (RFA)

MANIFESTATION CONTRE LE SUPER-PHÉNIX ALLEMAND

(Lire page 5)

Kalkar : Un mur de béton et un fossé rempli d'eau protègent la centrale en construction.



Nous publierons A PARTIR DE NOTRE PROCHAIN NUMÉRO le reportage réalisé par la délégation du Quotidien du Peuple en Chine

«La Chine à l'heure du 11^e Congrès»

BOLOGNE

Rassemblement contre la répression



25 000 policiers italiens occupent Bologne où 30 000 personnes prennent au mot le PCI et viennent sur place voir ce qu'est la réalité de la répression en Italie. Par avance le PCI a justifié la répression par les flics armés, autorisés à tirer, de cette manifestation qu'il dit être une «provocation».

Lire en page 9

Liban : l'escalade israélienne

Après avoir fait entrer des unités à l'intérieur du Sud-Liban, les Israéliens en ont fait entrer sur 10km. Le blocus maritime se met progressivement en place. Les Israéliens organisent progressivement leur agression. A chaque palier, ils s'assurent de l'immobilité des troupes arabes, s'engageant dans une nouvelle phase.

(Lire page 8)

La plus grosse imprimerie parisienne va-t-elle fermer ?

L'imprimerie Lang, en plein cœur du 19^e arrondissement de Paris, va-t-elle être fermée par la décision du Tribunal de Commerce, ce vendredi 23 septembre ? 960 ouvriers risquent de se retrouver au chômage, après ceux de Chaufour, de Chaix, et de dizaines d'imprimeries plus petites. La FFIL-CGT se contente de proposer la planification de la modernisation.

Lire page 3)

Tchécoslovaquie : suite de notre document exclusif

Tandis que se poursuit la répression contre le mouvement «Charte 77», les signataires poursuivent leur enquête et leur dénonciation systématique de la réalité de la Tchécoslovaquie. Nous poursuivons aujourd'hui, la publication, pour la première fois en français, du document de «Charte 77».

(Lire page 8)

POLITIQUE

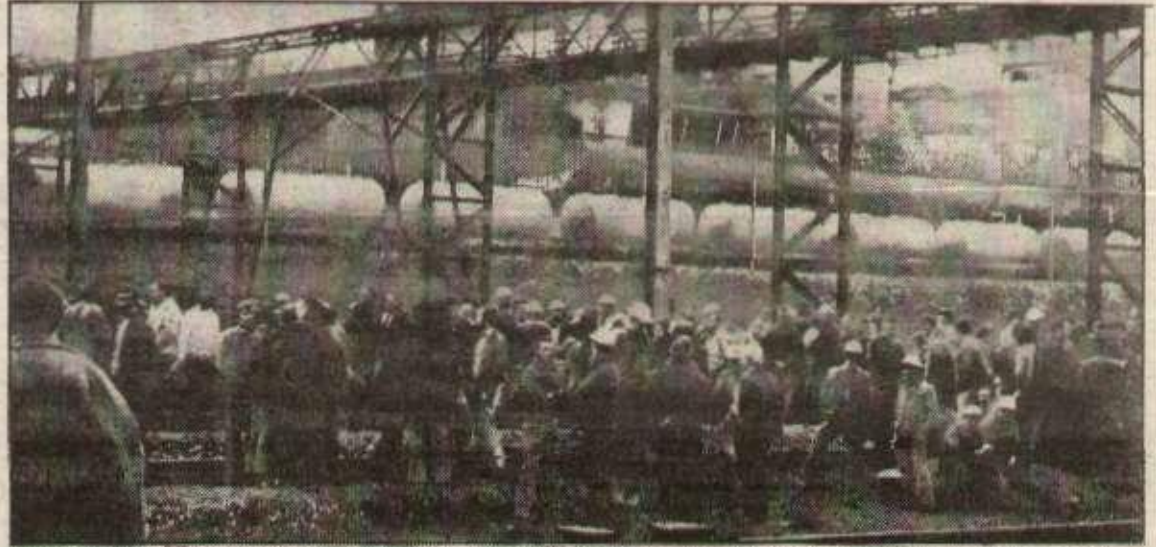
Bataille à couteaux tirés

A LA MUNICIPALITE PC-PS DE THIONVILLE

-3-

● A l'heure où les partis du Programme commun se querellent ouvertement, il est intéressant de voir comment ils se comportent dans les municipalités qu'ils contrôlent. Nous avons publié la semaine dernière un reportage sur Saint-Étienne où le PCF se retrouve à la tête d'une grande ville industrielle avec la responsabilité de Manufrance et de son plan de licenciements puisque la municipalité y est important actionnaire. Nous poursuivons cette semaine par un reportage à Thionville, au cœur du bassin sidérurgique. Assurément, les projets politiques profondément divergents du PC et du PS y apparaissent avec netteté.

Reportage de François MARCHADIER



Pendant que PCF et PS se disputent, les maîtres de forges continuent à licencier les ouvriers d'Usinor.

L'affaire Pariset

Le 3 septembre, en ouvrant le journal, les Thionvillois peuvent y lire une lettre ouverte de Patrick Pariset, conseiller municipal qui annonce la décision de quitter le PS et d'adhérer au PCF. Cet événement devait bouleverser les calculs électoraux des uns et des autres. En effet les élections cantonales et législatives précédentes montraient que les scores électoraux des deux partis étaient assez voisins. Le PCF avait toutefois un léger avantage ce qui lui permit de présenter un candidat de plus que le PS. Il y avait donc 15 PS et 16 PC ; le PS pouvait toutefois l'accepter car figuraient aussi sur la liste 2 MRG qui ajoutés aux voix PS suffisaient à mettre le PCF en minorité (17 contre 16). Mais à partir du moment où le PS perdit un conseiller, et que celui-ci passa au PCF, tout était chambardé.

Le conseil municipal suivant devait être l'occasion du premier affrontement d'ampleur.

L'AFFRONTEMENT

Le conseil municipal débuta par une petite bataille de procédure : PC et PS s'affrontèrent afin de savoir s'il fallait placer la suspension de séance, où la parole est donnée au public, après le premier point de l'ordre du jour (c'était là la position du PCF) ou après le troisième point de «déclaration des élus socialistes». Les socialistes l'emportèrent dans ce premier mini-affrontement.

Et ce n'est qu'avec ce troisième point que l'on entra dans le vif du sujet...

Le PCF ne voulait pas aggraver les choses, il n'a pas été déçu, quand Malgras porte-parole du PS commence son intervention, un silence pesant règne sur le conseil et sur les Thionvillois qui étaient venus y assister. Rapidement, Malgras rappelle dans quelles conditions s'étaient effectuées les tractations avant les élections de mars dernier : «Nous avions accepté que le maire soit du PCF, car il n'y avait pas de majorité socialiste».



Extrait du Bulletin. Les camps d'adolescents sont un motif de dispute entre PCF et PS pour leur animation.

Or, poursuit Malgras, «le contrat moral n'a pas été respecté». Bientôt, il parle de «trahison» à propos de Pariset, «il doit démissionner» s'écrie-t-il ; «en l'acceptant dans ses rangs, le parti communiste a bafoué la démocratie». On s'en doute le PCF saisit la balle au bond «est-ce trahir l'union de la gauche que d'adhérer au parti communiste ?» Le radical de gauche de service lâche alors : «l'union de la gauche était une espérance, elle est devenue un dégoût», puis il suggère sans être démenti que le transfuge, Patrick Pariset était membre du PCF «depuis bien plus longtemps qu'il ne veut bien le dire».

Le porte parole du PCF et Souffrin se montrent intransigeants, ils refusent la démission de Pariset ; Malgras demande alors la démission de tout le conseil municipal. Mais ne l'ayant pas d'avantage obtenu, il quitte la séance lui et tous les

membres du PS, Souffrin déclare alors que la séance n'est pas levée et poursuit la réunion dans la confusion générale sur l'adduction d'eau du lycée Hélène Boucher...

LES LEÇONS DE 6 MOIS DE GESTION COMMUNE

Derrière ces multiples péripéties, ce qui s'est passé à Thionville illustre à sa façon la bataille auxquels se livrent les partis de gauche pour conquérir un maximum de places dans l'appareil municipal.

La tactique du PCF est tout à fait significative de ce point de vue. Celui-ci prend à chaque fois prétexte de la misère économique ou culturelle pour installer de nouveaux organismes dans lequel il place ses hommes. Cela est apparu dans l'affaire du «camp d'adolescents» ou du théâtre populaire de Lorraine (voir QdP d'hier) où le PCF

cherche chaque fois à occuper les postes aux dépens du PS.

Le pourvoir d'un poste de secrétaire particulier du maire, pratique courante, a été l'occasion d'autre part d'exercer un

contrôle direct sur les affaires par l'insu de la direction du PCF d'un émissaire totalement extérieur à la municipalité. Ce secrétaire d'un genre particulier s'est fait embaucher dans le personnel municipal pour pouvoir accéder à ses fonctions auprès de M. le maire. Cette pratique n'est pas isolée puisqu'on la retrouve à St Etienne où le conseil municipal est à direction PCF. Quant à l'affaire Pariset, le PCF en sort renforcé car il détient dorénavant la majorité face au PS et au MRG. Cette soudaine conversion de Pariset s'est d'ailleurs effectuée au terme d'une démarche peu claire puisque c'est par la presse que les membres du PS ont appris la démission de leur ancien collègue ! Le PS lui ne veut visiblement rien bouleverser des mœurs municipales par rapport à la période antérieure quand la droite gérait les affaires. Force lui est de constater pour le moment l'«offensivité» de son partenaire dans la gestion des affaires municipales et la présence du CERES n'est pas là pour arranger les choses.

Une querelle qui, à sa manière, en dit long sur l'après 78 si la gauche arrive au pouvoir.

Et pendant ce temps-là, les maîtres des forges continuent à licencier les ouvriers d'Usinor.

Mais les sidérurgistes, malgré la démobilisation entretenue par les partis de gauche n'accepteront pas si facilement de payer la crise.

A TRAVERS LE «BULLETIN MUNICIPAL D'INFORMATION» : «LE RENOUVEAU DE LA VIE THIONVILLOISE» SELON LE MAIRE

«Les conseils municipaux qui ont toujours été publics en principe le sont devenus en fait...»

«Nous continuerons à vous donner la parole par le biais des interruptions de séance. Nous vous consulterons par le biais de vos associations ou des commissions...»

«Le bulletin municipal... un moyen pour nous de vous informer de nos projets, de nos réalisations. Mais dès le prochain numéro, une page sera réservée aux associations... Des panneaux ont été mis en place... ces panneaux s'ils ont l'avantage de diminuer l'affichage sauvage sont, nous en avons conscience, inesthétiques et les services techniques étudient actuellement des modèles qui s'intégreront mieux dans le cadre de notre ville.»

LUTTES OUVRIERES

LA PLUS GRANDE ENTREPRISE DE PARIS MENACÉE DE FERMETURE

● LE TRIBUNAL SE PRONONCE CE VENDREDI SUR LE SORT DE L'IMPRIMERIE LANG

Lang, rue Curial, c'est encore une des plus grosses concentrations ouvrières dans Paris : elle emploie 960 personnes. C'est ce vendredi que le tribunal de commerce doit se prononcer sur le sort de l'entreprise... On parle d'un passif de 50 millions à rembourser en 3 ans, mais personne n'est prêt du côté des patrons, à avancer le moindre centime. Entourée d'un immense complexe immobilier, dont les fameuses «orgues de Flandres», l'imprimerie attire plus d'un spéculateur.

Les 960 ouvriers risquent donc de se retrouver au chômage. Fin août, une délégation syndicale était reçue au ministère de l'industrie. La CGT avait présenté cette rencontre comme décisive, mais rien de nouveau n'en est sorti. La fédération du livre CGT se contente de «proposer des mesures de redressement pour l'ensemble des imprimeries de la-beur», et souhaite que les patrons du livre «pratiquent une politique de modernisation du matériel dans un souci d'adaptation aux besoins humains». C'est ce qu'elle préconise aussi dans la presse, c'est ce qu'elle a entériné en signant l'an dernier l'accord cadre avec les patrons de presse parisiens : accord qui planifie les licenciements, et qu'il faut déjà revoir, car les délais fixés semblent trop longs aux patrons !

Sur le terrain, à Lang, elle ne propose rien de

précis pour s'opposer à la fermeture. Pourtant, dans le passé, les imprimeurs ont pu constater que Lang ne cédait pas, qu'il opposait tous les moyens à la résistance des ouvriers contre leur licenciement.

En 67, Lang employait 2 700 travailleurs, en 75, il n'en restait que 2 000. Depuis 67, le patron a implanté des filiales, par exemple à Noyon ; 60 % de la production héliographique quittait alors l'imprimerie de Paris. Entre 68 et 70, toute une série de titres

a été envoyée ailleurs : le *Figaro littéraire*, *l'Auto-journal*, *Life*, *Tintin*, *Pilote*, et en 74, *l'Express*.

En 75, une dure lutte se déroule à Lang, pour s'opposer à 113 licenciements, et une menace de 150 autres. Les rotos occupent, puis les labos. Mais la division qui persiste de fait entre les travailleurs de l'offset et ceux de l'héliographie, l'intransigeance de Lang et surtout l'absence de perspective de lutte au niveau de l'imprimerie, dans une

période où pourtant les conflits se multiplient, conduiront à l'échec.

Aujourd'hui, ces échecs, additionnés à tous ceux rencontrés dans d'autres luttes dans le secteur imprimerie, pèsent lourd. Mais, malgré l'attentisme cultivé par la direction CGT, une volonté de lutte existe : l'enjeu, conserver près de 1000 emplois en plein cœur de Paris, est de taille.

M. CHÉRAN



Lang : une longue histoire.

A L'HÔPITAL DE CAEN, ON LICENCIE

L'hôpital de Caen : un monstre de béton de près de 100 mètres de haut, que l'on voit à des kilomètres à la ronde ; 4 500 personnes travaillent dans une atmosphère étouffante d'air conditionné, de fenêtres qui n'ouvrent jamais... Cette réalisation dont les responsables ont fait grand bruit pendant des années, vantant ses capacités, ses équipements s'est révélée un enfer pour les gens qui y travaillent.

Le cadre ultra-modern de ce CHRU (Centre Hospitalier régional et universitaire) n'a pas amélioré les conditions de travail du personnel. Pire, il les a aggravés. «C'est encore pire que dans l'ancien hôpital» se plaignent les

travailleurs hospitaliers. Plusieurs mouvements de grève ont déjà eu lieu malgré la récente ouverture de l'établissement (deux ans environ). Depuis quel-que temps, des rumeurs courent, complaisamment colportées par les soins de direction : il serait question de licencier 400 personnes. Pas de démenti de la part de la direction, mais l'annonce que le conseil d'administration, dont Giraud, sénateur-maire de Caen est président, envisage le passage de certains services comme les cuisines ou l'entretien au privé. Du coup, les rumeurs de licenciements prennent du relief.

C'est alarmées par le licenciement d'un travail-

leur immigré que les sections syndicales CGT et CFDT ont réagi et commencé un travail d'information et de mobilisation

du personnel pour s'opposer à ces licenciements massifs qui se préparent.

Correspondant

L'hôpital de Caen : un monstre en béton, des conditions de travail aggravées.



ITT-Claude ralentit volontairement la production

À l'usine ITT-Claude de Gretz dans la Seine-et-Marne, la direction se livre au petit jeu qui consiste à réduire volontairement la production, ce qui lui permet de faire pression sur les salaires et de refuser systématiquement toutes les revendications des travailleurs. Le but poursuivi par la direction est d'arrêter totalement la fabrication des tubes fluorescents dans cette usine. À ITT-Claude, plus de 10% du personnel gagne moins de 2000 francs par mois.

Vers une action à la régie Renault ?

Une rencontre vient d'avoir lieu entre les syndicats CGT et CFDT du personnel de la régie Renault. Au cours de cette réunion, la CFDT a proposé à la CGT «des actions revendicatives coordonnées sur l'ensemble des usines jusqu'à ce que la direction négocie la mise en place d'une véritable politique salariale». Il y a gros à parier que les gens du PCF qui sont à la tête du syndicat CGT de la Régie, se montreront réservés face à cette proposition d'action et peu enclins à faire quoi que ce soit qui gêne un tant soit peu la direction de Renault. Surtout en ce moment où ils chantent les louanges des entreprises nationalisées en prenant la Régie comme exemple favori.

Dubigeon-Normandie : Échec aux jaunes

Savary, le directeur des chantiers Dubigeon-Normandie ne veut pas «négocier sous la contrainte», et d'ailleurs, il n'a rien à négocier a-t-il dit. Tous les jours, une centaine de non-grévistes (principalement des cadres) essaie de rentrer dans l'usine en passant outre les piquets de grève. Mercredi matin, les grévistes décidés avaient renforcé leur présence aux portes. Cela a suffi pour dissuader les jaunes d'essayer de rentrer et pour les inciter à quitter les lieux. C'est ce qu'ils ont fait au bout de deux heures sur l'ordre de leur maître. Immédiatement le PDG annonçait qu'il allait engager une action en référé pour faire cesser ce qu'il appelle une «agression» et pour faire respecter la prétendue «liberté du travail».

En riposte, les syndicats appelaient hier les métallurgistes nantais à un débrayage de solidarité.

D'autre part, une journée «portes ouvertes» est organisée samedi où les visiteurs pourront suivre à l'aide d'un parcours fléché, la construction d'un bateau d'un bout à l'autre.

Les petites mains en grève pour leurs salaires

Les belles dames qui s'apprêtent à visiter les présentations de la haute couture risquent d'être un peu gênées par le retard : les ouvrières de la société industrielle de lingerie qui travaillent pour le grand couturier Dior sont en grève depuis le 15 septembre pour une augmentation de leurs salaires. Pas pour s'acheter ces robes de toutes façons hors de leur portée ; non, juste pour le nécessaire, pour vivre décemment.

Revalorisation du travail manuel : 40 millions pour les patrons

Depuis un an, annonce Stoléru, secrétaire d'État, aux travailleurs manuels, 40 millions de francs ont été distribués à des entreprises qui s'étaient engagées dans des expériences de transformation de l'organisation du travail manuel. Ah tiens ! Les travailleurs, ceux qui sont rivés à leurs chaînes ou travaillent tous les jours dans des conditions d'insécurité manifestes, ceux qui tous les jours sont mutilés à vie, blessés, tués, attendent toujours que leurs conditions de travail changent. En tout cas, les 40 millions généreusement distribués n'auront sans doute une fois de plus servi à les transformer.

Aux Marchis (en Charente)

FÊTE POPULAIRE

Les 24 et 25 septembre

La lutte des Marchis continue : depuis trois ans, le propriétaire, M. Segeard, célibataire de 56 ans, veut reprendre la ferme des Marchis (60 ha) pour «l'exploiter personnellement».

C'est en effet en 1974 qu'il envoie à Pierre Forge-rit et André Puygrenier un congé. Mais aussitôt la lutte contre cette reprise abusive de terre est déclenchée, par les Paysans-Travailleurs. Quelques mois plus tard un Comité de défense est créé. Depuis le premier passage au tribunal de Ruffec, le 14 avril, il a fallu trois ans et une mobilisation constante pour que ce même tribunal accorde en mai 1977 le maintien en place des fermiers. C'est une victoire, mais elle reste fragile. Le propriétaire a décidé de se débarrasser des fermiers et a fait appel. Pour faire face à cette nouvelle menace, le Comité de défense a décidé d'organiser une fête les 24 et 25 septembre 77. Il y a deux ans, en septembre 1975, au début de la lutte, une fête avait déjà été organisée. Elle avait été une étape importante dans la mobilisation.



Comme ici à Mesanger sur la ferme de Charles Pélérin, la mobilisation des paysans assurera la victoire.

Mettant en accusation la propriété foncière, les patrons qui licencient (le film «La grève de Cerisy» y était passé), la fête avait permis de renforcer la lutte.

Aujourd'hui, la victoire n'est pas totalement acquise aux Marchis. Ailleurs en France, de nombreux fermiers sont dans la même situation : ils risquent de devoir quitter la terre cet automne ou l'an prochain, ou encore à la fin du bail. Nombreux sont ceux qui ne retrouveront pas de terres et disparaîtront pour aller grossir les rangs des chômeurs.

Poèmes, chansons, théâtre se succéderont pour dire l'histoire de la lutte de Marchis, parler de la vie quotidienne des travailleurs. Le cas d'un autre fermier expulsé sera exposé : la situation de ces fermiers n'est pas isolée. Mais le programme de la fête permettra-t-il l'élargissement du débat à tous ceux qui subissent le chômage et l'exploitation de leur travail, sera-t-il l'occasion de progresser dans la réponse aux questions qui leur sont communes ? On ne peut que le souhaiter ?

N.C.

LES CHEMINOTS EN LUTTE CETTE SEMAINE



Le trafic ferroviaire risque d'être sérieusement perturbé en fin de semaine. Les agents de conduite du secteur de Nantes, comprenant les Deux-Sèvres, la Charente-Maritime, la Loire-Atlantique, la Vendée et le Maine-et-Loire ont déposé un préavis de grève pour la période du 26 septembre au 3 octobre. Ce mouvement a pour but de faire revenir la direction de la SNCF sur un certain nombre de mesures répressives qu'elle veut mettre en application contre les cheminots.

De leur côté, les agents de conduite des lignes de Paris-Lyon, Montargis, La-roche et Villeneuve-Saint-

Georges sont appelés par les trois syndicats CGT-CFDT et autonomes à faire grève du 25 au 27 septembre en protestation contre les nouveaux horaires d'hiver que la SNCF veut imposer.

Au total, le service des trains en direction du Sud-Est risque d'être en grande partie paralysé pendant tout le week-end puisque les syndicats des agents de conduite des régions de Dijon, Marseille, Montpellier, Lyon et Chambéry ont également appelé à la grève pour les 25, 26 et 27 septembre.

Va-t-on s'orienter vers un mouvement de grève

généralisé à la SNCF ? Il est certain que le mécontentement est grand parmi les cheminots. Les revendications, c'est à noter, portent essentiellement sur des questions de conditions de travail, de temps de repos... On peut toutefois douter de la volonté des directions syndicales d'élargir le mouvement à l'ensemble des catégories de travailleurs de la SNCF. Elles ne tiennent pas à se retrouver avec sur les bras un mouvement de trop grande ampleur si près de «si importantes échéances» comme ils disent.

En tout cas, les cheminots risquent de faire les frais de cette politique.

Expulsion de Ben Dhiat

PASSIVITÉ ET COMPLICITÉ DE LA GAUCHE

Le 15 septembre, l'ouvrier tunisien Ben Dhiat, qui avait protesté à Grenoble contre le caractère raciste des offres d'emploi dans les ANPE, était expulsé en Tunisie. Malgré plusieurs mois de lutte et une intense mobilisation animée par un comité de soutien très actif, il n'était pas possible de faire échec à l'expulsion.

L'attitude passive, si ce n'est complice, des partis de gauche et des directions syndicales à Grenoble a facilité la tâche au pouvoir pour réprimer. Cette attitude préfigure ce que feraient, une fois au pouvoir, les partis de l'union de la gauche vis-à-vis des luttes.

Le PCF : le directeur de l'ANPE d'Échirolles, membre du PCF ne s'est opposé en rien à la grève réactionnaire du personnel de son agence, dirigée par des membres du SAC.

Bien au contraire, il l'a cautionnée. Cette grève visait à obtenir l'expulsion de Ben Dhiat qui avait osé se rebeller contre les offres d'emploi racistes

affichées dans cette agence.

Kioulou, maire PCF d'Échirolles s'est décidé le 25 juillet seulement, alors que la grève du personnel de l'ANPE durait depuis dix jours, à prendre position, sous la pression des chômeurs, des délégations organisées par le comité Ben Dhiat à demander la réouverture de l'ANPE, mais sous «la protection de la police.»

Un militant CGT agressé

Alors qu'il rentrait chez lui lundi soir, un employé du palais de la Méditerranée, membre de la CGT, a été agressé par 4 hommes qui l'ont laissé inanimé sur le trottoir. L'Union CGT de Nice met cette agression en rapport avec le conflit qui oppose actuellement les 380 employés du Palais de la Méditerranée à son patron, Fratoni, PDG du Ruhl, ami de Médecin, personnage qui déteste qu'on parle de la façon dont il a acquis les casinos de son empire.

Les bégaiements de l'heure officielle

Nous allons retrouver l'heure d'hiver le dimanche 25 septembre. Il faudra retarder nos montres d'une heure. Officiellement, le relais entre heure d'été et l'heure d'hiver se situera à 3 heures du matin, dans la nuit de samedi à dimanche ; l'heure fera alors un bond d'une heure en arrière.

Pollution aux défoliants dans les Deux-Sèvres

Les défoliants éparpillés par hélicoptère ont encore fait des ravages, après le Cher où des potagers avaient reçu des défoliants par erreur, c'est en Deux-Sèvres qu'il y a eu des bavures. Des défoliants sont utilisés sur les tournecols pour faire tomber leurs feuilles afin de hâter la maturation des fleurs. Dans la région de Chatelleraut, des défoliants ont contaminé des pâturages, provoquant l'intoxication de 23 vaches qui ont dû être placées sous contrôle vétérinaire.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

La CGT : en pleine campagne contre l'expulsion de Ben Dhiat, l'U.L. mène sa campagne contre le chômage, sans un mot sur les annonces racistes et sur Ben Dhiat. Lorsqu'elle le fait, c'est en séparant le cas de Ben Dhiat de la situation des immigrés. Le syndicat CGT des fonctionnaires écrit au préfet Janin pour lui demander d'assurer la protection des employés de l'ANPE. Par contre, le syndicat CGT des communaux proteste contre les mesures de division entre travailleurs, français et immigrés et contre les menaces d'expulsion qui pèsent sur Ben Dhiat.

Le comité de soutien à Ben Dhiat a été créé le 25 juin, après la première grève de l'ANPE d'Échirolles demandant l'emprisonnement de Ben Dhiat ; il s'est créé à l'initiative des travailleurs immigrés et des chômeurs présents le 9 mai quand Ben Dhiat, après avoir protesté contre les annonces racistes a été embarqué par la police.

Le PS : sa seule action aura été, sous la pression du comité de soutien, de faire des démarches de pure formalité auprès de la préfecture. Boulloud, conseiller municipal PS de Grenoble, attaché aux travailleurs immigrés dira même qu'il ne fallait rien attendre de ses démarches. Le PS n'a jamais appelé à une mobilisation de masse et ne s'est jamais associé aux actions du Comité de soutien.

La CFDT : l'U.L. CFDT est la seule organisation syndicale à s'être mobilisée le 12 juillet lors du procès de Ben Dhiat, appelant ses militants à se rassembler devant le Palais de justice.

Mais cette mobilisation fut un hasard. Un dossier sur Ben Dhiat avait été remis début juin aux membres de l'U.L. qui le mirent au fond d'un tiroir. En juillet, alors que ces membres de l'U.L. étaient en vacances, le dossier fut retrouvé par hasard par un militant pas au courant de l'affaire qui assurait l'intérim.

Début septembre, l'U.L. a fait parvenir à ses militants un tract interne sur l'affaire, calomniant le comité Ben Dhiat, disant entre autres qu'il s'agissait d'un comité créé pour faire pression sur l'U.L. Devant l'inertie de l'U.L., des militants CFDT se sont mobilisés au sein du comité Ben Dhiat.

A aucun moment donc les partis de gauche et les directions syndicales n'ont pris en main la lutte contre l'expulsion de Ben Dhiat et ils n'ont agi que sous la pression du comité de soutien.

Corr. GRENOBLE

Kalkar (RFA) :

MANIFESTATION CONTRE LE SURRÉGÉNÉRATEUR ALLEMAND

● Samedi 24, à 10 heures, des dizaines de milliers de manifestants afflueront vers la place du marché de Kalkar, village allemand sur les bords du Rhin, à la frontière germano-française. Les manifestants se rendront ensuite vers le site du futur surrégénérateur, véritable camp retranché entouré de hauts murs de béton et ceint de fossés emplis d'eau. Un rassemblement se tiendra dans le champ de M. Maas, un agriculteur antinucléaire dont le champ jouxte la centrale. On attend environ cinquante mille manifestants venus de RFA, de Belgique, de Hollande, du Luxembourg et de France. L'objectif avancé par les opposants allemands au programme nucléaire n'est pas de prendre le site comme à Brokdorf, mais de se rassembler à proximité. La manifestation se veut non-violente.

Le surrégénérateur en construction à Kalkar est un prototype de 300 MW (celui de Malville fera 1 200 MW), il devrait entrer en service en 1983 et sera exploité par la RFA, la Belgique et la Hollande, qui participent dans la SBK (Schellbrüter Kernkraftwerk GmbH) à la construction.

La manifestation de Kalkar arrive à un moment crucial du développement du programme électro-nucléaire allemand, alors que le gouvernement hésite sur la position à prendre. Les comités directeurs du SPD et du FPD, les deux partis au pouvoir ainsi que la direction du syndicat officiel DGB ont pris position pour un moratoire de trois ans du programme nucléaire. Au mois d'août, le ministre de la Recherche, Mathoefler parlait également d'un moratoire possible, mais dernièrement le chancelier Schmidt s'y disait opposé. Toutefois, il semble que le gouvernement allemand s'oriente, sinon vers un moratoire, du moins vers un net ralentissement de son programme nucléaire. En effet, des lacunes importantes dans l'équipement nucléaire l'y contraignent : pas d'usine de retraitement des déchets, ni de stockage. Un moratoire de trois ans permettrait de remédier à ce manque et aussi de faire le bilan de la rentabilité des centrales qui fonctionnent déjà.

Mais d'un autre côté, le gouvernement allemand est pressé par les firmes qui travaillent dans le nucléaire, en particulier par la KWU qui construit les centrales pour le marché intérieur et pour l'exportation, de ne pas ralentir son programme. Un millier de scientifiques et de techniciens du nucléaire se sont prononcés contre tout embargo.

Enfin, dans le domaine du nucléaire, toute prise de position d'un gouvernement européen doit prendre en considération les problèmes d'ensemble de l'Europe capitaliste. Les programmes de surrégénérateurs, d'usines de retraitement d'usines d'enrichissement sont internationaux, la décision d'un gouvernement a obligatoirement des répercussions sur les autres programmes européens. Si le gouvernement allemand optait pour un moratoire, cela

affaiblirait sans nul doute les positions du gouvernement français face à l'opposition au programme nucléaire. C'est pourquoi Schmidt hésite également à décider un moratoire, d'autant que le gouvernement français lui est venu en aide en acceptant de retraiter une partie des déchets de ses centrales à la Hague.

Mais la puissance de l'opposition au programme nucléaire en RFA, impulsée par les Bürgerinitiativen, pourrait contraindre le gouvernement de Schmidt à ajourner son programme.

S.L.

rement des répercussions sur les autres programmes européens. Si le gouvernement allemand optait pour un moratoire, cela

Les victimes de l'armée bourgeoise

À Mourmelon (Marne), deux militaires sont morts dont un appelé, Pascal Lemesle, et trois autres blessés dans un accident de la route près de leur caserne, mardi dernier.

À Granville un appelé du 1^{er} R.I.M.A. de Granville s'est tué au volant de sa GMC. Selon le collectif rennais anti-militariste les véhicules du 1^{er} R.I.M.A. sont dans un piètre état et les conducteurs reçoivent une formation insuffisante.

Université de Vincennes : séquestration du secrétaire général

Pour empêcher l'inscription des étudiants africains, la direction de l'université de Vincennes impose pour les inscriptions des non-bacheliers la feuille de paye, or il n'existe pas dans de nombreux pays africains d'attestation de travail.

Pour protester contre cette mesure, le SNESup et le SGEN ont décidé d'envoyer une lettre pour convoquer une assemblée générale des étudiants et du personnel, par le courrier de la fac. La direction administrative a fait saisir les lettres et les a mises sous clef dans le bureau du Président. Le personnel a séquestré le secrétaire général pour récupérer les lettres.

Revelli-Beaumont entendu par le juge d'instruction

Lucchino Revelli-Beaumont, qui vient de démissionner de la direction de Fiat-France, a été entendu par le juge d'instruction Franceschi qui est chargé de l'enquête sur son enlèvement. Contrairement à ce qu'il avait déclaré précédemment, Revelli-Beaumont a exprimé ses doutes sur le caractère politique de son enlèvement.

La demande d'extradition faite par le gouvernement français au gouvernement espagnol vis-à-vis des sept Argentins accusés d'avoir enlevé Revelli-Beaumont, est toujours officiellement à l'étude.

L'office des HLM de la région parisienne.

UNE ENQUÊTE POUR MASQUER LES RESPONSABILITÉS

● On fait beaucoup de bruit autour de l'Office d'HLM de la région parisienne, beaucoup de bruit qui tranche avec un silence pudique sur la gestion du susdit office. Deux ministres : celui du Logement et celui de l'Intérieur viennent de signer un décret suspendant de ses fonctions le conseil d'administration de l'Office et donnant mandat à la Cour des comptes pour enquêter sur sa gestion et rechercher les causes du déficit qui en 1976 s'est élevé à 40 millions de francs. Le gouvernement serait-il décidé à vider l'abcès par un brusque souci de moralité financière ? Telles ne sont pas les motivations et l'enquête commandée pourrait bien avoir pour mission d'en éviter d'autres.

L'Office HLM de la région parisienne est, par l'importance du parc le deuxième de France après l'office de Paris : 55 000 logements situés dans les Hauts-de-Seine, le Val-de-Marne et la Seine-Saint-Denis pour 85%, le reste étant situé dans l'Essonne et la Seine-et-Marne.

Le conseil d'administration de l'office comprend 24 membres, 8 conseillers généraux, un représentant de la Caisse d'épargne, un de la Caisse d'allocations familiales, deux des cités de HLM et 12 administrateurs désignés par les préfets des 7 départements de la couronne et de Paris.

municipales. C'est alors que le gouvernement a décidé de confier le dossier qui commençait à sentir mauvais à la Cour des comptes qui ne remettra son rapport que dans 6 mois, le gouvernement pourra faire traîner encore pour passer la date fatidique des élections si le scandale est trop gros, mais il fait confiance à la Cour des comptes pour atténuer les choses.

ARGENTEUIL : LA RÉCUPÉRATION DE LA CHALEUR

Car il y a scandale à ramifications politiques

tant de 833 541 francs en 1969, sur six ans se trouvait coûter 1 898 480 francs.

Évidemment, de tels contrats, si avantageux pour les sociétés qui les signent n'ont pas dû se signer sans cadeaux pour les membres compréhensifs de l'Office ou sans versement dans les caisses noires de certains partis. Mais la Commission des comptes ira-t-elle chercher si loin ?

LA FAUTE AUX LOCATAIRES !

Pour tenter de dégager ses responsabilités, le pouvoir qui a couvert ces irrégularités accuse les victimes : les locataires. Le déficit serait dû selon lui aux loyers impayés : 7,5% des loyers sont impayés. Mais bien sûr il ne s'interroge pas sur les causes de ces impayés : la hausse des loyers et l'ascension vertigineuse des charges tandis que le chômage et la baisse du pouvoir d'achat frappent les familles populaires. Quoiqu'il en soit le total des impayés ne



La Grande-Borne à Grigny : des logements qui prennent l'eau.

UN TROU DE 300 MILLIONS

La découverte de l'office n'est pas une nouveauté, il s'élevait déjà à 40 millions en 1976, sans pour autant provoquer l'émoi du pouvoir. Il s'élevait à 300 millions. Pourquoi le pouvoir a senti brusquement le besoin de demander à la Cour des comptes d'enquêter sur sa gestion ? On sait que la meilleure façon d'enterrer un dossier est de nommer une commission, et la meilleure façon d'étouffer un scandale paraît être de demander une enquête. Lorsqu'à trois reprises, la Confédération nationale du logement, puis les syndicats de l'office et les conseils généraux de trois départements réclamèrent une commission d'enquête, le gouvernement fit la sourde oreille. Le 5 juillet dernier une commission d'enquête était constituée au sein du conseil d'administration pour faire la lumière sur les causes du déficit, elle devait la semaine prochaine interroger un ancien président de l'Office, Guy Rabourdin candidat RPR aux dernières élections

dans lequel on retrouve au moins l'UDR. On parle d'un certain responsable du chauffage des immeubles de l'Office, une procédure est déjà engagée contre lui. Plusieurs malversations porteraient en effet sur le chauffage : marchés conclus avec des compagnies de chauffe sans appel d'offres, mauvais contrats de chauffe... À Argenteuil, les locataires se rendant compte que la facture du chauffage était anormalement élevée, ont dû avoir recours à deux ans de grève des charges. L'amicale des locataires d'Argenteuil s'était aperçue que «la quantité de chaleur disponible à la sortie de la chaufferie était, selon les comptes de l'entreprise, supérieure à la quantité de chaleur fournie à cette même chaufferie». Au total, les locataires estiment qu'en quatre hivers, ils ont versé 1 634 714 francs en trop.

Comment se fait-il également que certains marchés aient été passés avec des sociétés dont les prix étaient les plus élevés. À Champigny-sur-Marne, un contrat passé pour des réparations, pour un mon-

suffit pas à expliquer le trou.

Toutes les malversations des membres du conseil d'administration ont été chèrement payées par les locataires soit dans le prix des loyers, soit dans le mauvais état des logements comme à Grigny où plusieurs centaines d'appartements prennent l'eau. Cependant les premières paroles du secrétaire d'État au Logement, Barrot sont pour enjoindre aux locataires de continuer à payer leurs loyers : «Les locataires doivent continuer à régler les loyers et les charges qui leur sont facturés». Pas question par contre pour eux de récupérer les charges indues.

Autre conséquence du déficit, le programme de construction de 1977 sera seulement de quelques centaines de logements. Quant aux prévicarateurs, ils sont toujours en place et continuent à toucher leur traitement ou préparent déjà les prochaines législatives avec l'argent versé dans les caisses de leur parti par les sociétés qu'ils ont favorisées.

POLITIQUE

Les péripéties de la journée

Arrêtées mercredi soir sur l'extension des nationalisations, les négociations reprenaient jeudi matin à 10 heures, toujours au siège du PCF, place du colonel Fabien. Dès avant l'ouverture de cette nouvelle journée d'affrontements, Paul Laurent, sur Europe 1, donnait le ton de la discussion : « Il y a une situation grave qui porte en elle la menace de la liquidation du Programme commun ». Et, revenant sur les déclarations de Mitterrand, la veille à la télévision, il accusera : « Il ne suffit pas de dire, le cœur sur la main : tout le programme commun, quand de l'autre on étrangle la liste des nationalisations réelles prévues au programme de 1972 ». Jusqu'à 10 heures sonnantes, les membres des trois délégations défilaient à la porte de l'immeuble bétonné du PCF.

MATINÉE ET REPAS SANS INCIDENT

Jusqu'à 13 heures 15, heure de l'interruption réservée au déjeuner, les travaux avancèrent rapidement, au rythme de la veille, qui avait vu des accords se faire : agriculture, le PS renonçant à son projet d'office foncier, mode de scrutin à la proportionnelle où seul persiste un différent pour les cantonales, etc. La matinée de jeudi se passa donc sans incident majeur ; on aborda notamment la partie consacrée aux libertés et aux institutions. Le repas, aux dires de certains, fut moins attrayant que la semaine précédente au siège du parti socialiste : melon au porto, jambon de Bayonne, filet de bœuf accompagné d'un vin de l'Hérault.

DES SACS POSTAUX

Petit incident après le repas : plusieurs sacs postaux bourrés de télégrammes arrivaient place du colonel Fabien : on expliquera aux journalistes qu'ils « proviennent de travailleurs » et soutiennent les positions du PCF ! Une mise en scène peu habile qui n'aura trompé personne. Le courrier interne de ce parti n'a rien à voir avec les aspirations des travailleurs. Les discussions se poursuivent sans interruption notable jusqu'à 18 heures 45, heure à laquelle les négociateurs se séparent.

« INQUIÉTUDE ? »

On apprend que la lecture du texte page par page s'est poursuivie jusqu'à la demande du PCF de revenir sur les nationalisations. Fiterman devait déclarer sur un ton grave « Les déclarations de nos partenaires confirment que nous avons raison d'être inquiets hier soir. Notre parti a avancé des propositions nouvelles et fait preuve d'un maximum de bonne volonté. Nos partenaires continuent à nous opposer leurs positions de départ, qui sont très en retrait sur le programme de 1972, qui sont en fait une remise en cause de ce document. Nous avons suspendu la séance. Nous la reprendrons ce soir à 21 heures 30. Nous attendons de nouvelles propositions de nos partenaires. »

Peu de points d'accord semblent donc être intervenus durant la journée : au contraire, de vives discussions ont opposé les protagonistes, notamment au sujet de la Défense (surtout, paraît-il, entre Marchais et le MRG Luçhaire) et bien sûr des nationalisations.

APPEL « PATHÉTIQUE » ET AJOURNEMENT

A 20 heures, deux déclarations importantes à la télévision : d'une part, Marchais sur Antenne 2, d'autre part Fabre sur TF 1. Marchais encore plus théâtral que ces derniers jours, lancera un « appel pathétique aux Français » comme le disent certains commentateurs ; le deuxième se contentant d'affirmer « La réunion de ce soir sera dramatique ».

Dernier épisode de cette longue « journée de la gauche » : séance de nuit qui, commencée vers 21 heures 30, se terminera aux alentours de 1 heure et demi vendredi matin, sans qu'un accord soit trouvé.

Dès leur sortie, Fiterman pour le PCF et Estier pour le PS, devaient respectivement faire une déclaration : le sommet est une nouvelle fois ajourné, sans qu'une date de reprise ait été fixée.

Fiterman affirmera : les propositions du PS « n'ont rien à voir avec l'application sérieuse des dispositions définies dans le Programme commun de 1972... C'est pourquoi notre délégation a demandé à ses partenaires de revoir leurs positions, de renoncer à se placer nettement en retrait sur cette question... et de faire, sur la base de ces dispositions, des propositions nouvelles qui permettent de débloquent la situation. »

Réactions des directions syndicales

● CGT : LE BUREAU CONFÉDÉRAL AU SECOURS DU PCF

La direction de la CGT a fait une déclaration au sujet de l'actuelle renégociation du programme commun. De façon très nette, elles sont calquées intégralement sur les positions du PCF : « La nationalisation des neuf groupes, déjà prévue dans le Programme commun, n'a de sens que si elle implique les filiales qui en constituent la structure et la substance réelle... La CGT n'aurait certainement pas soutenu un programme ne tenant pas compte de cette réalité... La CGT a soutenu le Programme Commun dès sa conclusion, notamment parce qu'il prévoyait la nationalisation du secteur bancaire, du crédit et de l'assurance et celle des neuf groupes monopolistes, étant entendu qu'il s'agissait de ces groupes dans leur intégralité, ce qui inclut leurs filiales. » Cette prise de position nette est importante à deux égards : — d'une part, elle bouscule la façade d'indépendance syndicale que voulait se donner la direction fédérale ces derniers temps. Mais les contradictions dans la gauche devenant aiguës, les représentants du PCF, majoritaires à la

direction de la CGT, se sentent obligés d'intervenir à un moment crucial pour défendre les positions du PCF. Cela présage bien du rôle que comptent faire jouer à la centrale les gens qui sont à sa tête, si la gauche passait en 78.

D'autre part, le fait que le PCF ait télécommandé une telle prise de position montre qu'il se sent sérieusement menacé dans son rapport de force avec le parti socialiste, et qu'il utilise toutes ses armes dans la bataille.

Voilà qui ne va pas manquer de développer les contradictions au sein même de la CGT : il n'est pas certain que nombre de syndiqués CGT acceptent ainsi de voir leur organisation syndicale servir ouvertement de renfort docile à la masse de manœuvre pour le PCF. Voilà qui va ainsi développer les interrogations sur l'avenir : si la gauche l'emportait en 78, faudra-t-il accepter que la CGT soit transformée en machine d'encadrement des travailleurs et de soutien aux objectifs du PCF, au sein même du gouvernement, contre les autres partis bourgeois de gauche ?

● CFDT : MAIRE : « PAS D'OBJECTION DE FOND SUR L'ÉTENDUE DES NATIONALISATIONS... L'ESSENTIEL : LEUR DONNER UN CONTENU RÉNOVATEUR »

« Les débats sur la réactualisation du Programme commun font apparaître des divergences qui pourraient remettre en cause cette perspective. La CFDT ne comprendrait pas que les partis de gauche achoppent sur une question comme celle de l'extension des nationalisations. Pour sa part, la CFDT n'avait pas émis d'objection de fond sur l'étendue des nationalisations prévues par le Programme commun de gouvernement de 1972. L'essentiel lui semble, en effet, une fois admis un nombre de nationalisations suffisant pour orienter différemment l'économie, de donner un contenu novateur à ces nationalisations en reconnaissant dès le départ un pouvoir réel aux travailleurs à travers la mise en place de conseils d'atelier ou de service. »

« La gauche a à résoudre d'autres problèmes essentiels qui n'apparaissent pas dans le débat public, le problème du plein emploi qui est actuellement la première préoccupation des Français. Il est nécessaire d'amorcer un autre type de développement, reposant sur une véritable réduction des inégalités en matière de salaires, de revenus, de savoir et d'assurer une maîtrise réelle des travailleurs sur l'organisation et les conditions de travail, sur le produit fabriqué et son utilité, de décentraliser la gestion, d'élargir les droits individuels et collectifs des travailleurs... »

S'en tenant aux positions qu'il défend depuis cet été, le secrétaire général de la CFDT insiste, non sur le nombre des nationalisations, mais sur leur contenu. Il souligne que, pour la CFDT, il ne sert à rien de nationaliser les entreprises si les travailleurs n'y ont pas plus de pouvoir que dans les actuelles entreprises nationalisées.

Ce raisonnement paraît logique et veut s'appuyer sur l'aspiration profonde des travailleurs à prendre eux-mêmes leurs affaires en mains. Cependant, il laisse dans l'ombre deux questions de taille :

- La querelle en cours entre les partis de gauche porte bien sur deux projets capitalistes différents. Si différents qu'ils ont toutes les peines du monde à conclure un pacte tactique pourtant indispensable pour eux. Il n'est pas indifférent de connaître ce qui se prépare : économie « de marché » comme aujourd'hui, ou capitalisme d'Etat comme c'est le cas, par exemple, dans les pays de l'Est.

C'est en effet l'une des aspirations majeures des travailleurs que de prendre en mains eux-mêmes leurs propres affaires. Là où Maire laisse planer une ambiguïté, c'est sur le processus qui conduira à cela. Se battre pour le pouvoir aux travailleurs, très bien ! Mais laisser croire que la gauche au pouvoir le permettra, d'une manière ou d'une autre, voilà qui s'appelle de la dangereuse mystification.

Anniversaire du plan Barre

UN AUTEUR AUTOSATISFAIT !

L'interview du premier ministre, publiée dans le numéro daté de vendredi, donne dès le départ l'image d'un homme largement auto-satisfait, dont les déclarations ne brillent guère par leur originalité.

Barre donne d'entrée cette définition de son plan : « La politique de redressement économique et financier engagée il y a maintenant un an par le gouvernement n'a pas en effet été conçue pour le court terme. Politique globale et continue, elle a pour objectif de faire sortir progressivement le pays de la crise qui frappe le monde et ses résultats doivent être appréciés dans une perspective plus longue. »

Deux idées importantes ressortent de cette présentation, idées qui constituent l'essentiel de la justification des échecs reconnus : d'une part, la crise est une crise mondiale ; d'autre part, il est trop

● Pour « fêter » le premier anniversaire de son fameux plan, Barre a fait appel au dernier né des quotidiens de droite, le journal de Fontanet. J'informe ! Une publicité pour ce dernier qui a déjà entamé une campagne massive de lancement. Et un bon exemple du rôle que va jouer ce nouvel outil de la « majorité » dans la campagne électorale.

tôt pour tirer un bilan car ce plan s'attaque à de multiples « processus économiques complexes qui ne peuvent s'infléchir que lentement ».

La première idée, déjà bien utilisée à propos des origines de la crise — « les arabes et leur pétrole » — qui échappent au contrôle de la France, est reprise ici et utilisée pour faire des comparaisons sur le chômage : « Il est vrai que le chômage s'est accru en France au cours de ces derniers mois. Mais notre pays n'est pas le seul à en souffrir. Quel est le pays industrialisé qui échappé aujourd'hui à une telle évolution ? ». Sur les prix : « personne n'a découvert jusqu'ici le moyen d'éviter

l'incidence sur les prix alimentaires en France d'une hausse massive du prix international du café et du cacao ».

Vieille rengaine qui manque aujourd'hui de poids devant la sentence des travailleurs. Décriée comme la cause de tous nos maux, l'augmentation des matières premières, juste revendication des pays du Tiers Monde, ne peut plus guère être utilisée pour détourner l'attention du pillage impérialiste.

La deuxième idée, concernant les délais importants nécessaires pour obtenir des résultats « encourageants », revient elle aussi, constamment : « Si les dérèglements se manifestent très vite dans les faits

et dans les statistiques, inversement il faut beaucoup de temps pour remonter la pente ». Conclusion logique de Barre : « Nous commençons à sortir de la crise mais nous avons encore besoin de temps, de patience et d'efforts ».

Le premier ministre reste « confiant » dans l'avenir, car dit-il songeant à l'exploitation accrue des travailleurs, « Les Français ont montré, durant leur longue histoire et à l'occasion d'épreuves combien plus sévères que celle que nous traversons aujourd'hui, leur capacité d'efforts et leur courage ! Mais une ombre vient planer sur ce bilan aux yeux de Barre : il se plaint de ne pouvoir mettre en œuvre sa « politique de concertation », c'est-à-dire d'obtenir le consensus national pour « établir ainsi une véritable solidarité entre générations... »

LES DEUX PROJETS CAPITALISTES DE LA GAUCHE MIS A NU

Suite de la page 1

Du côté du PS et des radicaux de gauche, c'est Robert Fabre qui a exprimé le plus nettement en quoi leur projet est franchement contradictoire avec celui du PCF. Là encore, c'est l'heure de la vérité : «Ce n'est pas le chiffre (des nationalisations) mais le principe qui fait obstacle... le fossé est important. Notre vue du problème n'est pas la même. Les nationalisations devraient être limitées... S'il y a de nouvelles nationalisations, il risque un jour de ne plus y a-

voir de secteur privé. Les nationalisations de 1972 peuvent être indispensables pour maîtriser certains secteurs de l'économie, mais nous ne voulons pas que cela devienne un principe essentiel qui grignote la liberté d'entreprise.»

L'affrontement est net : du côté du PCF, c'est le projet d'un capitalisme d'Etat inspiré du modèle des régimes est-européens, de l'autre une réforme modérée, ne remettant pas en cause la structure actuelle du capitalisme monopoliste,

et prétendant au contraire lui donner les moyens de surmonter la crise.

Par contre, les péripiéties ont jeté une lumière très crue sur les violentes contradictions qui agiteraient, sitôt qu'il se mettrait en place, un éventuel gouvernement de gauche et sur les moyens que mettrait chacun pour s'assurer le meilleur rapport de forces : pour le PCF, l'intervention de Marchais à la télévision l'a esquissé très nettement : appel démagogique au peuple

et surtout mobilisations de l'appareil d'encadrement de la CGT et du PCF pour tenter de se servir des travailleurs comme masse de manœuvre.

Du côté du PS et du MRG, les scénarios ouvertement envisagés à présent dans toute la presse, y compris «Humanité» sont transparents : Defferre pense qu'une rupture du PS d'avec le PCF porterait l'électorat du PS à 35 ou 40 %. Dans ce cas-là, un gouvernement socialiste homogène, flanqué de quelques alliés, serait

viable et le PCF rejeté hors du gouvernement. A l'Élysée, on suit, paraît-il, avec attention Robert Fabre et on caresse l'idée, pour après 78, d'une majorité formée de radicaux de gauche et de droite, de socialistes, de centristes et de giscardiens, cantonnant dans l'opposition Chirac et le PCF.

Ainsi, c'est au moment même où l'Union de la gauche paraît le plus près d'accéder au pouvoir, qu'elle apparaît en même temps, dans sa nudité, comme

une coalition prête à éclater, incapable malgré la façade lésardée du Programme commun, de tracer une perspective crédible d'avenir.

Plus que jamais, se fait jour la nécessité pour les travailleurs d'affirmer et d'approfondir, face aux projets contradictoires de droite et de gauche de la bourgeoisie en crise, la seule perspective qui réponde à leurs intérêts fondamentaux : la voie de la révolution socialiste et du socialisme en France.

PCF : quand Marchais se fait pathétique

L'intervention de Marchais à Antenne 2 est présentée de façon épique par L'Humanité : «intensité dramatique... souffle de l'histoire... moment capital, voire décisif».

En fait de souffle historique, Marchais a crûment réaffirmé, d'une part les conditions indispensables selon lui pour servir de tremplin à l'instauration du capitalisme d'Etat : «La proposition sur la nationalisation de la sidérurgie reste indispensable... Nous avons ramené nos propositions sur les nationalisations de 1 008 à 729... Voilà les propositions essentielles que nous avons faites... Si nous débloquent la situation sur ce terrain capital, nous parviendrons à résoudre les autres problèmes.»

En fait d'«intensité dramatique», il a exprimé sans ambage que, malgré tout, le PCF n'avait pas le choix et se trouvait coincé : «Moi, rompre?... Nous n'avons pas de stratégie de rechange. Nous n'en avons qu'une, nous n'en aurons toujours qu'une. Nous savons qu'il faut nécessairement l'union.»

A part cela, la prestation télévisée de Marchais a donné un avant-goût de la démagogie telle qu'elle se déchaînerait, une fois la gauche au pouvoir, du côté du PCF : «C'est un appel vibrant que je lance au peuple de France, à tous les Français qui tournent leurs yeux vers l'union de la gauche, pour qu'ils nous soutiennent, pour que l'espoir ne soit pas déçu avant la bataille

des élections législatives. Les millions d'hommes et de femmes qui souffrent de la politique du pouvoir actuel et dont les espoirs sont tournés vers mars 78, ne peuvent accepter une rupture...»

En fait de millions d'hommes, c'est avant tout le bureau confédéral de la CGT qui s'est ému de cet appel et a publié un communiqué.

Au moment où se dévoile le plus nettement la nature capitaliste des projets divergents de l'union de la gauche, Marchais redouble de démagogie pour faire croire aux militants du PCF et aux travailleurs que le PCF incarnerait et défendrait leurs aspirations profondes.

Chevènement sur la touche

Une absence remarquée, Chevènement, le leader du CERES, qui participait habituellement de la délégation du PS au sommet, était remplacé ce jeudi par Sarre, l'inaapte candidat du PS à la mairie de Paris. Rappels que Chevènement avait proposé à la réunion du Comité directeur du PS le lundi de faire plus de concessions au PCF, et qu'il avait même quitté la salle lors du discours de clôture de Mitterrand sans être suivi par les représentants de sa tendance.

LES NOUVELLES PROPOSITIONS DU PS

Dès vendredi matin, Claude Estier déclare à France inter, notamment : «Ce n'est pas une rupture et je tiens à dire que ce ne sera jamais une rupture du fait du Parti socialiste... Le parti communiste a fait la veille un certain nombre de propositions qui constituaient de sa part, il l'a présenté ainsi, des concessions.»

Hier soir, à la reprise de la séance, nous avons présenté un document en neuf points qui constitue des propositions sérieuses et cohérentes, qui montre de notre part un effort considérable sur le problème des nationalisations. Ce n'était pas le seul qui était resté en suspens, mais il est évident que c'est sur le problème des nationalisations que les choses s'étaient concentrées.

Quel est le contenu de ces nouvelles propositions ? On les ignore pour l'instant. Il semble qu'il y ait d'une part une nouvelle extension de la part du PS de la liste des filiales qu'il accepterait de nationaliser, puisque ce serait maintenant, non plus 100 entreprises, mais 200 qui seraient concernées. D'autre part, Pierre Bèregovoy (PS) déclarait vendredi matin à Europe n° 1 que le PS avait également proposé que «les droits des travailleurs» dans toutes les filiales majoritaires des groupes nationalisés seraient identiques à ceux appliqués dans les entreprises nationalisées. Il n'a cependant pas employé la formule de «gestion démocratique». En fait, toutes les déclarations des leaders du PS à la radio vendredi matin se plaignaient amèrement de la non prise en compte par le PCF de leurs nouvelles propositions. Bèregovoy est même allé jusqu'à déclarer qu'il était persuadé que la «tune» de L'Humanité parue vendredi matin était déjà confectionnée au moment où le PS présentait ses nouvelles propositions au PCF. Et Bèregovoy de s'interroger publiquement : «Le PCF avait changé, mais n'est-il pas en train de changer de nouveau ?».

Chirac : aucun intérêt

Devant l'association des journalistes économiques et financiers (AJEF), Chirac a expliqué que, pour lui, la querelle de la gauche sur les nationalisations «n'a aucun intérêt». En effet, le président du RPR affirme que si la gauche passait, l'ensemble de l'économie nationale serait nationalisée irrémédiablement : «Les communistes, qui ont une stratégie de type collectiviste imposeront toutes les nationalisations qu'ils désirent aux socialistes dont l'incompétence économi-

que traditionnelle est bien connue». Traçant une analyse de ce que sera le processus de main-mise du PCF sur l'économie française, il affirme qu'après «une vague massive de nationalisations à la carte», la nationalisation du crédit sera «la main-mise sur l'ensemble de l'appareil de financement de l'économie : plus une seule entreprise, si modeste soit-elle, ne pourra trouver de crédits si elle ne correspond pas aux critères du Programme commun».

THONVILLE : UN RACCOMODAGE DIFFICILE

Le 22 septembre, les cinq adjoints socialistes ne se sont pas rendus à la réunion hebdomadaire du bureau municipal. Seuls

les cinq adjoints au maire PCF, Souffrin et l'adjoint MRG étaient là ; nous y reviendrons plus longuement demain.

Fabre : le point sur les nationalisations

Tout en expliquant sa volonté, lui-aussi, d'aboutir, Fabre est revenu à TF 1 sur le sens du débat sur les nationalisations : «Ce n'est pas le chiffre, mais le principe qui fait obstacle... le fossé est important. Les nationalisations devraient être limitées. S'il y a de nouvelles nationalisations, il risque un jour de ne plus y avoir de secteur privé. Les nationalisations de 72 peuvent être indispensables pour maîtriser certains secteurs de l'économie, mais nous ne voulons pas que cela devienne un principe essentiel qui grignote la liberté d'entreprise.»

Sondage : la gauche en baisse

L'Institut Louis-Harris France publie les résultats d'un sondage effectué après l'éclat de Fabre et avant la reprise du sommet de mercredi. La droite gagne un point passant de 47 à 48. A l'intérieur de la coalition gouvernementale, c'est le PR qui profite de cette progression gagnant deux points dont un au détriment du RPR.

A gauche, la coalition régresse globalement d'un point. Les radicaux de gauche, pour leur part en gagnent un, tandis que PS et PC régressent chacun également d'un point.

Rappelons, avec toutes les précautions d'usage, concernant les sondages, qu'avec 52 % pour la gauche et 48 % pour la droite, la gauche aurait de grandes difficultés à remporter la majorité au Parlement.

Les indications qui ressortent de ce sondage, ne seraient pas modifiées, pour l'essentiel, par la présence de candidatures écologistes.

abonnez-vous

Le quotidien du peuple

LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

A un abonnement à

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCRM
- Pékin Information
- La Chine en Construction
- Reception du Manifeste pour le Socialisme

et à un livre ou un disque au choix

- Le tome V de Mao Tsé Toung, dès sa parution en France

Ou parmi les livres :

- Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un militant communiste (Paul Lejeune)
- + La Commune en bandes dessinées
- Les dix jours qui ébranlèrent le monde (John Reed)
- Ma plume au service du prolétariat (Haoran)
- Les enfants de Xisha (Haoran)
- Danger / Amiante (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu CFDT, CGT, FEN)
- La Commune de Paris (Lissagaray)
- La Chine à la mort de Mao (Alain Bouc)

Parmi les disques :

- Ken Bale lu poblek breizh, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons
- Viva le Vida, Carlos Andreou
- Terre de ma patrie, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balatine
- Radio Renaissance, chants interprétés par le GIAC
- Au choix, disques chiliens : Checco
- Chile Resistencia
- Neussac et La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants
- Ki Du (Gilles Servat)
- Ça branle dans le manche (François Tusques)
- Le pouvoir des mots (Gilles Servat)
- Densons avec les travailleurs immigrés (François Tusques)

sur présentation de la carte abonné ami du Quotidien du Peuple

- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes (liste sur demande)
- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRM

NOM (en capitales)

Prénom

Adresse

Ville

Date :

Abonnement normal 350 F

Abonnement de soutien 600 F

... F

Mode de versement : - en une fois - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix. Découpez suivant le pointillé et renvoyez au Quotidien du Peuple.

BP 225 75924 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F, et 50 F), échelonnées sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte abonné-ami, qui leur donnera un certain nombre d'avantages.

INTERNATIONAL

Sud-Liban

ESCALADE ISRAËLIENNE

Les troupes israéliennes ont occupé une septième hauteur à l'intérieur du Sud-Liban. Selon les informations de l'OLP, cent hommes avec une douzaine de chars se sont installés jeudi sur une colline qui domine Ibl es Saqui, village contrôlé par les patriotes libanais et la résistance palestinienne. Ce village est situé au nord de Khiam, qui est pris sous le feu des têtes de pont sionistes. Le secteur de Khiam paraît être l'une des premières cibles des unités israéliennes. Jeudi, des détachements israéliens ont occupé le village de Tallet Oucida et dressé des barrages routiers entre Kleya et Addayseh.

Ainsi, progressivement, les limites de l'agression israélienne sont repoussées. Les troupes pénètrent de plus en plus profondément et interviennent de plus en plus. Cette escalade pas à pas vise à éviter que les troupes, arabes — notamment syriennes — stationnées au Sud-Liban, interviennent dans les combats. Israël menace en permanence la Syrie de représailles : si ses troupes pénétraient au Sud-Liban, il le considérerait comme une déclaration de guerre. Son objectif est de chasser les Palestiniens du Sud-Liban et d'y établir comme un état de fait la tutelle sioniste, sans que les pays arabes interviennent.

TENTATIVE DE BLOCUS DU SUD

C'est ce que marque la recrudescence des patrouilles maritimes. Les unités stationnées dans les ports de Tyr et Nokoura ont dû repousser une

tentative de blocus. Des unités israéliennes patrouillent à proximité de Saïda. Pendant ce temps, les forces fascistes libanaises ont lancé d'importantes opérations dans la région du pont d'Al Khardali, qui aurait été selon la radio phalangiste, détruit. Ce pont, qui enjambe le Litanî, est situé sur la route de Nabatieh (importante position patriotique et palestinienne, au-delà du fleuve Litanî) à l'Arkoub (zone importante de confrontation avec les troupes israéliennes et principale zone de combats). L'aviation israélienne couvre le territoire du Sud-Liban avec un grand nombre de patrouilles. Ainsi, les Israéliens paraissent vouloir isoler le Sud. En n'attaquant pas brutalement mais graduellement l'ensemble du front, ils paraissent espérer que les troupes arabes resteront l'arme au pied, et qu'en fin de compte, leur protectorat et leur droit d'intervention au Sud leur sera reconnu de facto.

INTENSE ACTIVITÉ DIPLOMATIQUE

Le ministre égyptien des affaires étrangères à Washington a dénoncé l'agression israélienne au cours de la conférence de presse qu'il a organisé après sa rencontre avec Carter et Vance. Mais il a paru surtout préoccupé par la tenue de la conférence de Genève, et sur la formule à trouver pour qu'elle s'ouvre, allant jusqu'à affirmer que «L'OLP était prête à suivre» si une formule était trouvée.

A Paris, le chef du département politique de l'OLP, Farouk Kaddoumi, a tenu une conférence de presse après sa rencontre

avec Guiringaud. Celui-ci lui avait déclaré que la France «n'a pas l'intention de prendre d'initiative particulière» et laisse au président Carter la possibilité de développer son initiative actuelle». Kaddoumi a indiqué que la position des USA n'avait «pas changé, sinon dans sa formulation».

Il a annoncé que l'OLP poursuivait à l'ONU «des consultations avec nos amis, y compris la France et les pays du Marché commun». Son but est d'obtenir «une nouvelle résolution du conseil de sécurité faisant état des droits nationaux palestiniens» en lieu et place de la résolution 242, dont les USA veulent obliger la reconnaissance par l'OLP.

Haïfa : une base pour la Flotte US ?

Moshe Dayan aurait offert aux Etats-Unis de faire de la ville portuaire de Haïfa, en Palestine occupée, une base pour la 6ème flotte américaine. Ceci est dans la logique de l'Etat sioniste : servir de base aux agressions impérialistes contre les peuples de la région.

C'est aussi dans la logique des liens militaires étroits qui continuent d'unir Israël et les Etats-Unis, quelles que soient par ailleurs les divergences d'appréciation pour un «réglement». L'administration Carter jugerait-elle plus prudent de remettre à plus tard un projet pour le moins provocateur vis-à-vis des peuples arabes ?

Tchécoslovaquie

LE 7^e DOCUMENT DE LA CHARTE 77 - 2 -

2 signataires en procès lundi

UN DOCUMENT EXCLUSIF

Lundi doit s'ouvrir dans la ville d'Usti, à 70 kilomètres de Prague, le procès de deux signataires du manifeste «Charte 77. Depuis la publication de cette charte, malgré une répression continue, les signataires ont poursuivi un important travail de dénonciation, à partir d'un recensement large des faits, de la réalité de l'oppression en Tchécoslovaquie.

Nous poursuivons la publication d'extraits du

LES FEMMES CHÔMEUSES OU SOUS PAYÉES

Le Pacte International (1) reconnaît également le droit à une rémunération juste pour le travail, qui devrait suffire à satisfaire les besoins d'une famille (article 7). Ce droit à une rémunération juste est cependant illusoire en Tchécoslovaquie, et le salaire d'un seul peut très rarement assurer un niveau de vie convenable à une famille.

Or, il y a un haut degré de chômage féminin, voire un des plus hauts du monde. Cependant tout le monde sait que l'«on transforme la pénurie en vertu» (2). Pourtant, pour la plupart des femmes,

trouver du travail est une nécessité vitale puisque le salaire du mari n'assure pas un niveau de vie satisfaisant pour la famille. Le chômage des femmes, généralisé en Tchécoslovaquie, représente à cet égard un plus grand niveau de dépendance et n'est en aucun cas l'expression de leur émancipation.

La discrimination à l'égard des femmes est également évidente dans le domaine de la classification du travail et du salaire. Les faits publiés ça et là, dans la première moitié des années 70 démontrent que les femmes gagnent en moyenne un tiers de moins que les hommes. Les branches où les femmes représentent la majorité des travailleurs fournissent des salaires en

dessous de la moyenne. C'est là aussi où l'intensité du travail est la plus forte, à la limite des forces humaines.

La situation sociale des femmes s'aggrave aussi par une négligence des services de toutes sortes, en même temps que par leur hausse incessante. Les difficultés chroniques d'approvisionnement du marché en produits de consommation les plus divers sont bien connus. Certes, la nature des produits qui manquent sur le marché change, mais le problème reste le même.

L'organisation officielle des femmes garde le silence sur ces faits réels ou agit timidement ; elle ne représente au pouvoir législatif ou exécutif aucune revendication importan-

te. Au lieu de cela, elle concentre toute son énergie à démontrer que l'égalité en droit des femmes en Tchécoslovaquie (article 3) est depuis longtemps résolue et assurée. Et la législation sur les droits d'association rend impossible la fondation d'une autre organisation qui défendrait réellement les intérêts et les droits de la femme.

(1) : Pacte International sur les droits économiques, sociaux et culturels inclu dans es

culturels inclus dans les lois de la Tchécoslovaquie

(2) Proverbe tchèque

Décision d'ouvrir des négociations entre la CEE et le Comecon

DES INTENTIONS DIFFÉRENTES

Des négociations vont s'ouvrir entre la Communauté européenne et le COMECON au cours du premier semestre 1978 en vue d'aboutir à un accord de coopération économique. C'est ce que viennent de décider à l'issue de leur rencontre les dirigeants des deux organismes. Cependant les positions

C'est depuis 1974 que les négociations se poursuivent en vue de parvenir à un accord. Les soviétiques avaient en septembre 1974 invité le président de la CEE à se rendre à Moscou pour y signer un traité de coopération. Les premiers contacts qui eurent lieu en février 1975 n'eurent pas de suite et la visite n'eut pas lieu. Après la conférence d'Helsinki, les Soviétiques relancèrent le projet en envoyant le vice-président de la RDA remettre un message sur les relations CEE-COMECON au président du conseil des ministres des 9, en février 1976. Ils affirmeront essentiellement qu'ils s'en tiennent au principe de développer des relations bi-latérales avec tous les pays membres du COMECON. Au début de 1977, l'URSS ainsi que la RDA et la Pologne devaient reconnaître de facto la Communauté européenne au cours des négociations sur la pêche dans les eaux communautaires résultant

de l'extension des zones économiques exclusives jusqu'à 200 milles marins.

UNE PIÈCE DE LA STRATÉGIE SOVIÉTIQUE

La décision prise à Bruxelles ouvre donc les négociations proprement dites. Mais celles-ci promettent d'être ardues : le COMECON, sous la gouverne soviétique et la CEE ne poursuivent pas le même but au travers de cette négociation.

Pour Moscou, cette discussion s'inscrit dans le droit fil de sa politique de pénétration en Europe. En 1972, parallèlement à son offensive diplomatique en direction des pays européens Brejnev annonçait la reconnaissance de la CEE en affirmant qu'elle «*faisait partie de la situation réelle en Europe*». Parce qu'ils devaient tenir compte de la CEE dans leur politique de pénétration en Europe, les Soviétiques ont déployé leur activité à l'occasion de la

restaient éloignées. Les Soviétiques souhaitent que soit conclu un accord global tandis que les pays de la CEE veulent que les relations bi-latérales entre pays de la CEE et du COMECON soient indépendantes de cet accord.

conférence d'Helsinki et accéléré leurs pressions en vue de la conférence de Belgrade présentant la normalisation des rapports entre les deux organismes comme un aspect important de la détente en Europe.

Une seconde raison poussait Moscou à ce que s'établissent des liens entre la CEE et le COMECON : il s'agit de faire entériner l'existence de ce bloc de l'Est, de faire entériner par ce biais, la domination soviétique sur les pays de l'Est, d'où l'importance que revêt pour eux la signature d'un accord de coopération économique global.

OUVRIRE UNE BRÈCHE DANS L'EMPIRE SOVIÉTIQUE

Pour la Communauté économique européenne, il s'agit évidemment d'obtenir de jure une reconnaissance que Moscou a déjà dû concéder de facto. Mais en retour, elle n'entend pas traiter le COME-

CON sur un pied d'égalité, et être amenée à traiter au travers de cet organisme toutes les relations bilatérales qu'elle a décidé de développer en novembre dernier. Loin de vouloir reconnaître la domination des Soviétiques sur le COMECON, l'établissement de relations avec lui devrait, espère la CEE, permettre de développer ces relations bi-latérales et les relations de la CEE avec chacun des pays sous domination soviétique. Avec l'idée de pouvoir ouvrir à terme des brèches dans la domination soviétique exclusive.

Deux projets opposés s'affirment donc dans cette décision. Ni la date ni le contenu des négociations n'ont encore été fixés. La tenue effective et le contenu de la négociation dépendront en partie de la conclusion de la conférence de Belgrade où les USA et l'URSS s'affronteront directement à propos de l'Europe.

A Bologne (Italie)

RASSEMBLEMENT INTERNATIONAL CONTRE LA RÉPRESSION

La ville de Bologne doit recevoir à partir de vendredi 30 000 personnes, selon les organisateurs du «*rassemblement international contre la répression en Italie*». Le but essentiel de cette rencontre, résumé par les organisateurs, est de «*s'élever contre la germanisation croissante dont le PCI se fait plus ou moins consciemment le complice*». Le fait est que toutes les mesures de répression votées depuis 1974 l'ont été par le PCI : notamment la loi Reale qui autorise la police à tirer sur les manifestations, ainsi que l'accord de juin 1967 entre les partis de l'arc constitutionnel qui donne à la police des pouvoirs extraordinaires sous prétexte de lutter contre le terrorisme. L'autre aspect est que cette législation «*criminalise*» toutes les manifestations des luttes ouvrières qui ne sont pas couvertes par les directions syndicales... Enfin, en juillet dernier les détenus politiques ont été transférés dans cinq prisons spéciales au régime plus brutal que les autres prisons italiennes.

Si Bologne a été choisie,

c'est d'abord parce qu'elle a été le siège des crimes policiers qui ont connu le plus grand écho au printemps dernier, la ville où le quadrillage policier a été porté au plus haut point. Ensuite parce que la municipalité PCI a juré que les révélations sur ce qui se passait dans sa ville étaient pure invention et a invité les intellectuels, notamment français à venir voir sur place. Par mesure de précaution, le PCI a demandé à 25 000 policiers armés disposant des possibilités de la loi Reale de venir à Bologne. Pris au mot, il crie à la provocation par la bouche de Berlinguer qui justifie par avance l'action de la police. Mais dans ces circonstances exceptionnelles, il sera sans doute difficile aux observateurs de voir ce qu'est la police quotidienne à Bologne. C'est précisément dans cette ville que le PCI met en place son système de quadrillage policier où, dans chaque pâté de maisons, le flic du quartier connaît et suit chaque famille. C'est là sa conception de la démocratie dont les défenseurs sont les flics prêts à tuer.

Le plan d'austérité en Allemagne

SCHMIDT AU CONGRÈS DES MÉTALLOS

Le congrès du syndicat des métallurgistes allemands a eu droit à la visite de Schmidt qui a présenté son plan d'austérité et défendu sa politique générale. «*La situation demande beaucoup d'attention et d'intelligence, mais aussi des sacrifices*», a-t-il affirmé. L'attention et l'intelligence de Schmidt l'ont amené à conclure que le chômage était «*un problème épineux qu'il fallait résoudre sans cependant relancer la hausse des prix*» et qu'en tout cas les chômeurs devaient «*sortir de leur passivité*» et «*envisager de changer de travail s'ils ne trouvaient pas d'emploi dans leur branche*». Quant aux salaires, il n'est pas question de les augmenter «*plus que jamais les salaires déterminent nos possibilités d'exportation*».

Dans son discours Schmidt a également justifié sa politique de répression et la complaisance de son gouvernement pour les manifestations de nazisme «*ceux qui nous appellent à faire face à notre héritage*



Des travailleurs d'Opel au cours d'une grève «sauvage».

doivent savoir que nous sommes prêts à y faire face, mais ceux qui attaquent la RFA doivent savoir qu'ils sont nos adversaires» dit-il après avoir souligné qu'il fallait «*renforcer notre autorité sans tomber dans les excès, sans céder à l'hystérie*».

Tout au long du congrès la politique d'austérité a été attaquée par de nombreux délégués. Plus de 1 000 amendements ont été présentés par les délégués sur le texte préparé par la direction syndicale. Certains syndicalistes ont déclaré que le blocage des salaires à 3,5 % d'augmentation était une provocation. La rationalisation des entreprises, qui se traduit par des compres-

sions incessantes de personnel, est dénoncée comme l'une des causes du chômage. Il apparaît cependant au fil des débats que l'expression de la révolte par les délégués

rencontre vite ses limites, et il est peu probable que le congrès du syndicat des métallos remette fondamentalement en cause la politique d'austérité de Schmidt.

Les Nazis membres du SPD

Madame Kappler est membre du Parti social-démocrate allemand. C'est ce qu'a confirmé la direction du parti de Schmidt. La femme du tueur de Rome a, on le sait, organisé l'évasion de son mari de la prison italienne où il était enfermé. Il bénéficie aujourd'hui de la protection de la Constitution allemande. Cette Madame Kappler est également militante active de l'organisation de solidarité des anciens SS. Comme, devant ces faits, l'exclusion du parti de cette nazie était demandée, le porte-parole de la direction du SPD a fait savoir : «*Non. Nous ne voyons aucune raison pour l'exclusion*».

Poniatowski chez ses amis allemands

Quelques jours après que Giscard d'Estaing ait assuré le chancelier allemand de sa collaboration dans l'organisation de la répression policière en Europe, Poniatowski, ambassadeur itinérant de l'Elysée, poursuit les contacts avec les tenants de la «*démocratie musclée*» allemande. Lui qui n'a jamais cessé de présenter celle-ci comme «*modèle*», lorsqu'il était ministre de l'intérieur, a été reçu jeudi par le chancelier Schmidt et le ministre de l'intérieur d'Allemagne fédérale. Il s'agit, dit un communiqué de l'Elysée, de voir comment développer «*dans les circonstances actuelles, la coopération entre les autorités des deux pays pour faire face aux menaces que le terrorisme fait peser sur la sécurité et la liberté*».

On sait trop ce que cache le prétexte de la «*lutte contre le terrorisme*» comme menaces contre les libertés pour ne pas s'inquiéter des conversations qui se déroulent à Bonn, avec l'ancien spécialiste des opérations «*coup de poing*».

TURQUIE

La livre turque a été dévaluée de 10 %. En trois ans, la livre a ainsi perdu 34 % de sa valeur. Au début de la semaine, les transports ont augmenté de 50 %, l'essence a doublé ces dernières semaines, la viande a augmenté de 50 %, les produits chimiques ont augmenté de 100 %, le papier de

220 %. Il y a 2,2 millions de chômeurs, 15,2 % de la population active.

GRANDE-BRETAGNE

1 450 000 chômeurs, 6 % de la population active, tels sont les chiffres du chômage au milieu du mois de septembre, record absolu depuis de nombreuses années.

ENQUETE

Réforme Haby : An I

Par Claude ANCHER

La réforme en 4^e et 3^e :

Généralisation de l'enseignement pré-professionnel

Après la sélection opérée au niveau de l'entrée en 6^e, l'entrée en quatrième constitue un nouveau barrage. Au vu de leurs résultats scolaires et de leur âge, nombre d'élèves sont éliminés du cycle «normal». Où vont-ils ?

Certains vont préparer un certificat d'aptitude professionnelle (CAP) en trois ans, dans un collège d'enseignement technique (CET), commercial (CEC) ou industriel (CEI). Pour les autres, sont prévues les Classes Pré-Professionnelles de niveau (CCPN) ou les Classes Préparatoires à l'Apprentissage (CPA) : ces classes ont pris depuis 1972 la succession des anciennes «classes pratiques». Ce sont de véritables impasses où les élèves attendent d'avoir 16 ans pour entrer dans «la vie active» sans autre possibilité que d'être OS ou manoeuvre. Ils y sont préparés par des stages en entreprise où ils fournissent une main d'œuvre gratuite pour les patrons.

La réforme Haby prévoit, de supprimer cette orientation de fin de cinquième : tous les élèves suivront en quatrième et troisième un enseignement commun, auquel s'ajoutera un système d'options : langues vivantes ou «options pré-professionnelles» pouvant comporter des stages en entreprise. Comme pour la sixième, on retrouve ici la technique qui consiste à découper les filières en petites tranches : on imagine d'avance qui seront les élèves amenés à prendre les options pré-professionnelles. De plus, des aménagements sont prévus : des «classes préparatoires» seront créées où les élèves devront obligatoirement choisir les options pré-professionnelles. Combiné avec la possibilité d'aménagements pédagogiques (allègement des programmes) la création de ces classes permettra d'en revenir discrètement au système actuel des CPPN et CPA.

MESURES TRANSITOIRES GONFLEMENT DES CPPN ET CPA

Avec ce système, il est facile de prévoir que le nombre d'élèves

● Survenant dans une période de profonde crise économique, la réforme Haby constitue une tentative d'adapter le système scolaire aux besoins du capitalisme, mieux que l'ont fait les précédentes réformes. En dispensant un enseignement commun étroitement utilitaire et en développant l'enseignement pré-professionnel la réforme Haby vise à répondre aux exigences du patronat : former une main-



ves concernés par les options pré-professionnelles sera bien supérieur au nombre d'élèves actuellement en CPPN et CPA. Pour s'en convaincre, il n'est que de voir les mesures transitoires mises en place cette année.

Les CPPN et CPA sont réorganisées. En CPPN, l'horaire consacré aux «bancs d'essai» (stages en entreprise) est doublé. En première année, ces stages porteront sur au moins deux grandes familles de métier. En deuxième année, ils pourront avoir lieu dans le même secteur professionnel. Quant aux élèves de CPA, l'alternance sera d'une semaine en classe et une semaine d'enseignement dans une entreprise.

Enfin, les effectifs de ces classes continuent à augmenter sensiblement : 4 % de plus que l'an passé où elles comptaient 179 000 élèves. (En 1972-73, ils n'étaient que 40 000).

LE CAP EN DEUX ANS APRÈS LA TROISIÈME

Une autre mesure de la réforme Haby gonflera encore ces effectifs. Tous les élèves qui quittaient jusqu'ici le collège pour aller faire un CAP en trois ans dans les CET ne le pourront plus. En effet, les CET, désormais appelés Lycées d'enseignement professionnel, ne seront accessibles qu'après la troisième, et le CAP se préparera en deux ans au lieu de trois. Formation moindre, donc, et réservée à un nombre d'élèves

plus restreint : à la fin de la troisième, beaucoup d'élèves seront trop âgés pour aller en CET.

Enfin, on constate un développement significatif des effectifs de jeunes en apprentissage, conséquence de la loi Royer : de 170 000 en 1975-76, ils sont passés à 185 000. Cette progression de 9 % continuera cette année.

FORMATION PROFESSIONNELLE MINIMUM

Généralisation des options pré-professionnelles, développement en attendant, des CPPN et CPA, diminution des effectifs en CET et dévalorisation du CAP, augmentation de l'apprentissage, toutes ces mesures vont dans le même sens : à la fin de leur scolarité obligatoire, une masse de jeunes issus principalement de la classe ouvrière vont se trouver livrés au patronat sans le moindre diplôme professionnel.

S'ils ne pourront prétendre à aucun emploi qualifié, ils auront néanmoins par les stages en entreprise, acquis une «qualité» supplémentaire aux yeux des patrons : la capacité de répondre aux exigences de la «mobilité de l'emploi».

Comme le dit Haby : «un équilibre se fait entre les exigences de l'enseignement et celles de l'économie. Elles se modèlent l'une sur l'autre».

d'œuvre peu qualifiée mais capable de s'adapter rapidement à différents emplois, former en somme des OS plus «mobiles».

Cette formation au rabais s'accompagne de la mise en place dans les établissements d'une organisation administrative prévue pour instaurer une sorte «d'ordre moral» sur les élèves et sur les enseignants y compris en recourant aux poursuites judiciaires.

Ecole Haby, école caserne

● L'école-caserne c'est déjà une réalité, surtout dans les CET. Mais cela ne suffit pas pour Haby. Cette situation non seulement il veut la généraliser dans tous les établissements, mais encore la renforcer. C'est l'objet des directives qui régissent dès cette année l'organisation administrative des collèges et lycées. Le directeur d'établissement est érigé en véritable préfet de la «communauté scolaire», élèves, personnel, enseignants tandis que des conseils de concertation sont mis en place sans autres pouvoirs que l'enregistrement.

Le conseil d'établissement : une chambre d'enregistrement

Il remplace l'ancien conseil d'administration. Sous la présidence du chef d'établissement, il réunit 5 membres de l'administration et des services, 5 membres du personnel enseignant, 5 parents d'élèves, 5 élèves dans les lycées ou 2 dans les collèges, plus 5 «personnalités locales». Il «donne son avis» sur toutes les questions intéressant la vie de l'établissement. Seuls pouvoirs délibératifs : vote

du budget et l'adoption du règlement intérieur, tous deux préparés par le chef d'établissement. Si, par exception, une majorité s'oppose alors aux propositions du directeur, l'autorité de tutelle (le rectorat), peut faire opposition aux délibérations du conseil ; son intervention est suspensive. Ce qui revient à vider de tout pouvoir, le conseil d'établissement...

Un règlement intérieur plus répressif que jamais

Pour voter le règlement intérieur, le conseil d'établissement déjà impuissant comme on vient de le voir, est placé d'office dans un cadre précis : —le respect des principes de laïcité, de neutralité politique, idéologique, et religieuse, incompatibles avec toute propagande, —les garanties de protection contre toute menace d'agression physique ou morale et le devoir qui en découle pour chacun de n'user d'aucune violence sous quelque forme que ce soit et d'en réprimer l'usage, —la prise en charge par les élèves eux mêmes de leurs activités à caractère éducatif bien définies (auto-discipline, association socio-éducative)

L'expérience passée permet de

donner un contenu précis à ces indications : pas de «propagande», c'est-à-dire pas de réunions, organisées par les élèves, pas de diffusion de tracts. Par contre, les réunions «d'information» organisées par les syndicats patronaux seront autorisées comme par le passé : elles ne contrevennent pas elles, aux règles de la «laïcité»... Pas d'agression morale : gare aux enseignants dont les cours seront jugés «subversifs» ou non-conformes à la morale. A cet égard, l'insistance mise par Haby sur la nécessité de développer l'éducation morale à l'école est significative. Enfin, le règlement entérine la surveillance étroite déjà exercée par les chefs d'établissements sur les foyers des élèves.

Les pouvoirs exorbitants du chef d'établissement

Le chef d'établissement est doté de pouvoirs absolus sur tous les membres de la «communauté scolaire» : «il veille au bon déroulement des enseignements» «il contrôle l'activité des associations» «il est responsable de l'ordre». A ce titre, il peut recourir à des mesures exceptionnelles : «interdire l'accès des locaux à toute personne relevant de l'établissement, suspendre des enseignements ou autres activités au sein de l'établissement».

Là encore, l'expérience montre que ces dispositions s'appliquent principalement aux grèves d'élèves. De même un enseignant, s'il est considéré comme gênant pourra se voir interdire l'accès de l'établissement.

Mais il y a plus grave encore : le directeur pourra désormais recourir à la justice pénale. Un article indique : «il engage les actions disciplinaires et tente les poursuites devant les juridictions compétentes». Mot vague que précise un autre article : «le chef d'établissement représente en justice et à l'égard des tiers dans les actes de la vie civile, l'établissement qu'il dirige».

S'il est difficile de savoir quelle application sera faite de ces articles, une chose est sûre : ils rendent possible des poursuites judiciaires contre des élèves ou des enseignants accusés de ne pas respecter le «principe de la neutralité ou de recourir à des agressions morales» !

PROGRAMME TÉLÉ

Vendredi 23 septembre

TF 1
19 h 00 - Recherche dans l'intérêt des familles
19 h 45 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Au théâtre ce soir. Azais. Pièce de G. Beer et L. Verneuil.
22 h 50 - Magazine de football
23 h 50 - Journal

A 2
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - En ce temps là la joie de vivre. *Elvire Popesco*
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La chasse aux hommes. *Feuilleton en 7 épisodes d'après l'œuvre de Paul Vialar*
21 h 30 - Apostrophes. Emission de B. Pivot. Des regards drôles et ironiques sur l'Histoire, avec R. Pividal, A. Boudard et R. Lévy.
22 h 50 - Ciné club. L'Atalante. Film français de J. Vigo avec Michel Simon. Un marinier épouse une villageoise et l'emène vivre au bord de l'eau
0 h 10 - Fin des émissions

FR 3
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Scènes de la vie de province. *Les arpenteurs du ciel*
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - CHILI 77 par André Gazut et Claude Smadja.
21 h 30 - Les grands fleuves : reflets de l'histoire. N° 1 : La Volga
22 h 25 - Journal

Samedi 24 septembre

TF 1
13 h 00 - Journal
13 h 35 - Les musiciens du soir
14 h 05 - Restez donc avec nous
18 h 05 - Trente millions d'amis
18 h 40 - Magazine auto-moto
19 h 10 - Six minutes pour vous défendre
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Numéro un : Serge Reggiani
21 h 30 - Le riche et le pauvre
22 h 25 - A bout portant : Daniel Prévost
22 h 55 - Journal et fin

A 2
13 h 00 - Journal
13 h 15 - Samedi et demi
13 h 30 - Hebdo chanson, hebdo musique
14 h 10 - Les jeux du stade
17 h 10 - Des animaux et des hommes
18 h 05 - La course autour du monde
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - En ce temps-là la joie de vivre
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Les héritiers : «La fête au village»
22 h 05 - Voir. Magazine de l'image
22 h 50 - Drôle de baraque. Emission avec Jacques Higelin
23 h 30 - Journal et fin

FR 3
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Samedi entre nous
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Thalassa. Magazine de la mer
20 h 30 - Mon ami Charlie. Film américain

BLOC NOTES

«L'IMPRÉCATEUR», ou comment une classe imagine sa destruction

L'«Imprecateur», c'est celui qui appelle de ses prières le malheur et la ruine. Qui est-il ? On ne le découvrira qu'à la fin ?

Quel est l'objet de sa haine ? Une multinationale américaine, la multinationale symbolisée dans la tour Montpernasse, réplique des tours de Manhattan ouvre le film.

Et la fable commence. Elle met en scène un état-major d'entreprise (Piccoli, Marielle, Brialy, Jean Yanne, ...), mécaniques marionnettes, animées par les seules ficelles de l'intérêt, de la mesquinerie, de l'arrivisme, de la peur, de la peur de tout, peur de prendre une décision, peur de l'autre, peur de tbus les dangers suspendus au-dessus de leur tête. On ne voit qu'eux, ou presque. Les employés de la multinationale ne forment qu'une «masse bruyante», qu'il faut toujours rassurer. Le délégué syndical, membre du PCF, est assez bien décrit dans son exercice de collaboration de classe. Appendice de la direction — c'est lui qui prête son bigophone au PDG — il cherche manifestement à s'installer aux postes de commandes.

C'est donc dans les fauteuils de l'état-major que Bertucelli nous installe ! Pourquoi ?

On comprend peu à peu que c'est là que se trouve l'«imprecateur», que sa haine pour la multinationale est une sorte de



tumeur cérébrale, qui dérègle la belle mécanique de verre et d'acier.

Deux signes annoncent la ruine, comme dans la tragédie grecque. Et d'abord, un tract (de luxe), roulé dans un ruban vert et déposé sur tous les bureaux. Lutte des classes ? Non ! Les auteurs veulent nous situer dans l'univers de la fatalité. Dans ce film, la destruction de la multinationale — des multinationales — viendra de forces obscures, comme dans un cauchemar.

Car le «cauchemar» continue. Après le parchemin, dont on recherche toujours l'auteur, un ouvrier vient avertir (2^e signe) qu'il y a une fissure dans les fondations. Symbole ! On aimerait que la fable soit plus claire...

Et la double logique s'installe. Les parchemins se répètent trois fois. Les fissures s'élargissent jus-

qu'à mettre en danger l'équilibre même de la tour. Elle est évacuée. Le grand patron américain débarque à Paris. L'état-major au grand complet fouille les boyaux qui doivent mener au cimetière voisin, à la recherche du ou des saboteurs, et c'est dans le sous-sol des égouts que le drame se dénoue. L'imprecateur se révèle. Il n'est autre que le PDG lui-même, un Piccoli sombre, amer, lucide. Il sait de manière intuitive que le règne de sa classe se termine.

Mais qui mine les fondations ? On ne le saura jamais. La tour s'écroule, provoquant dans le sous-sol, l'écrasement de tout l'état-major, à l'exception d'un seul, le chargé des relations humaines, Jean Yanne, qu'on retrouve sur son lit d'hôpital. Mais tout cela n'était qu'un cauchemar. Jean Yanne n'a fait que rêver, puisque tout l'état-major est là de nou-

veau. Pourtant, par un truc peu original, on nous fait comprendre que ce rêve est bien annonciateur de ce qui va se passer.

Cette fable révèle ce que cette classe, assez bien décrite dans ce qu'elle a de dérisoire, pressent : la fin de sa toute-puissance. Mais les «imprecateurs» qui ont fait le film décrivent cette mort avec les limites de cette classe, à laquelle ils appartiennent.

Cette fin, c'est l'apocalypse. C'est une fin de catastrophe. Le prolétariat, les travailleurs, les peuples opprimés en lutte contre la multinationale sont absents. Ce ne sont pas eux qui en finissent avec les multinationales. Elles s'écroulent d'elles-mêmes.

Le spectacle a beau être assez bien monté, il ne peut nous satisfaire. Il manque dans cette fable les personnages essentiels sans lesquels on ne comprend rien à l'histoire.

**Elise
ou
la vraie vie
Claire Etcherelli**

Collection «Lettres Nouvelles»
copyright Édition Denoël **75^e épisode**

— Eh, tu philosophes ? lui dis-je en riant.
— Je débloque, oui.
Il ouvrit les yeux.
— Quelle heure est-il ?
— Je pars, il est huit heures et demie. Soigne-toi, Lucien. Tu as maigri, tu es pâle.
— Ne recommence pas !...
Il se mit debout. Anna rentrait.
— Voilà, dit-elle. Et elle posa sur la table une poche qui contenait des médicaments.
— Il y en a pour combien ? questionna mon frère.
— Trois mille et... Henri m'a prêté de l'argent.
— Henri ? ... Après tout, il a bien fait, ajouta-

t-il. C'est la grande circulation des richesses qui commence.

Je gagnai la porte et les regardai. Le rond de l'ampoule les cerclait comme un projecteur. Ils ne bougèrent pas quand je tournai la poignée. Moi partie, leur magie se reconstituait.

Le poignet gauche bandé, le Magyar était revenu. Il vissait à nouveau les feux arrière.

— Alors ? lui demandait Mustapha chaque fois qu'il le croisait.

— Bien, disait l'autre.

Un carreau cassé laissait passer l'air froid et Bernier nous dit de placer un carton en attendant qu'on le changeât.

— Il y a un an qu'il est cassé, dit quelqu'un.

Le Magyar travaillait en veston boutonné dont le col se patinait de crasse. Je m'adressai à Mustapha.

— Pourquoi ne met-il pas un bleu ? Et vous aussi ?

— Un quoi ? Qu'est-ce que c'est ?

— Un bleu, répétai-je. Une veste et un pantalon de couil comme... Daubar, par exemple.

— Moi, je ne porte pas le bleu, dit-il, choqué. Comme il descendait de la voiture que je vérifiais, Arezki se montra.

— Ce soir, ça va ? On se verra ?

Je répondis que je ne pourrais pas. Je dis cela sèchement, puis je sortis et gagnai la voiture suivante. Il ne chercha plus à me joindre jusqu'à midi. Alors il m'apporta lui-même le tampon d'essence. Je demeurai muette ; il rejoignit Mustapha.

Daubar arrivait dans l'allée avec de vieux cartons d'emballage. Il en posa un près de moi.

C'était pour le carreau cassé.

— Je leur mâche le travail. Ils n'ont plus qu'à le tailler et le poser. On ne va pas à la soupe ?

— J'allais descendre.

— Ça ne va pas aujourd'hui ? C'est le froid ? le travail ? Il y a eu des erreurs ?

Pour lui faire plaisir, je lui demandai conseil. Nous descendîmes ensemble. Cela m'arrangeait, ainsi je ne passerais pas seule devant les grands braillards des serrures qui mangeaient sur place, bien que ce fût interdit, et se couchaient ensuite dans les voitures.

Daubar se plaignit des fortes cadences qui ne permettaient pas de soigner le travail.

— Et puis, il y a trop d'étrangers, ils ne savent pas, et on n'a pas le temps de leur apprendre. Vous mangez au vestiaire ? Méfiez-vous des casse-croûte froids.

Le banc — mon banc — était libre. Je pouvais jouir à plein de l'instant. S'effaçaient les murs, le banc prenait des proportions gigantesques, mon corps aussi. Il fallait avoir souffert cinq heures debout pour ressentir la volupté d'être à l'horizontale, de n'entendre que les murmures du petit groupe des femmes. Le travail, la fatigue, la faim, le bruit mettaient le corps à la torture ; l'estomac, les jambes, les tempes, la nuque, ces quatre points les plus vulnérables, se fondaient jusqu'à vous laisser l'impression de n'être qu'un unique membre douloureux. Saliver en mâchant sans hâte mon casse-croûte tandis que les paupières papillottent et qu'une tiède torpeur m'enveloppe des pieds à la taille, c'était la jouissance incomparable que je me ménageais chaque jour.

à suivre

Eurorévissionnisme à la mode espagnole -2-

«Le PCE s'est installé résolument dans une ligne de défense intérêts nationaux, c'est à dire des intérêts du capitalisme espagnol : il est prêt à tout faire pour sortir de la crise, jusque et y compris gouverner avec les fascistes d'hier. Il va plus loin : il se déclare disposé à soutenir un gouvernement de rassemblement national dont il serait exclu. Cette ligne suscite des contradictions en son sein. Mais le PC sait qu'il gagnera sur la droite, dans la petite-bourgeoisie notamment, ce qu'il est en train de perdre sur la gauche. Dans cette optique, la polémique avec les soviétiques, les contradictions réelles qui opposent les révisionnistes espagnols aux socio-impérialistes sont plutôt une aubaine. Pour l'instant : car au bout du chemin, au bout des mensonges, qui ne se rendra pas compte que la conception du «socialisme» qu'ont les révisionnistes espagnols n'est pas foncièrement différente de celle des soviétiques ?

Reportage

d'Hélène VARJAC

Contradictions au sein du PCE

L'existence de ces contradictions est reconnue officiellement dans un rapport du Comité central. Carrillo indique : «il est nécessaire d'obtenir une unification plus grande de notre parti sur la ligne «eurocommuniste». Au cours de la campagne électorale, il y a encore eu des camarades qui parallèlement à l'explication de notre programme, ont eu des phrases comme «nous avons encore une corde cachée à notre arc». Les désaccords portent autant sur la tactique actuelle que sur l'abandon de la dictature du prolétariat. On rencontre des militants désorientés qui se demandent jusqu'à quand le PC va être le plus ardent défenseur de Suarez, qui considèrent que le danger d'un retour au fascisme est pour l'essentiel écarté, qui ne comprennent plus. Dans certains cas, l'inquiétude va jusqu'à l'amertume. La direction du PC dit que ce sont «les vieux camarades», qui n'arrivent pas à assimiler une nouvelle période. Mais les vieux constatent dans les réunions internes au PC qu'il y a aussi des jeunes qui pensent comme eux. Pas la vague d'adhérents qui est entrée depuis les élections, mais ceux qui ont fait déjà 3 ou 4 ans dans le PCE. Et ceux-là disent que si, sous le fascisme, il était normal de mettre l'accent sur le centralisme, à présent la démocratie devrait jouer, en particulier dans la production de la ligne politique. Il n'y a eu jusqu'à maintenant aucune discussion dans le PC sur les thèses de l'eurorévissionnisme. Non sans désinvolture, certains déclarent que de toute façon, comme en Espagne, tout le monde est contre la dictature, ce n'est pas la peine de discuter de l'abandon de la dictature du prolétariat !

L'eurorévissionnisme au delà de l'Europe

Pour le PCE, cette notion n'est pas strictement géographique, c'est une formule qui peut s'appliquer «à tous les pays qui, comme l'Espagne sont sortis du sous-développement». Les Italiens sont évoqués avec une tendresse particulière, les révisionnistes français sont nommés avec discrétion, tandis que le silence est total sur les révisionnistes portugais. La voie démocratique, le socialisme dans la liberté, voilà les nouveaux credos de dirigeants qui parlent plus volontiers de Gramsci que de Lénine...



Carrillo recevant ses papiers pour voter.

La pénétration progressive de l'appareil d'Etat

Dans le chapitre II de l'Eurocommunisme et l'Etat, qui est devenu un best-seller en Espagne, Santiago Carrillo déclare : «la stratégie des révolutions aujourd'hui, dans les pays capitalistes développés, doit chercher à retourner, transformer et utiliser, sinon totalement, du moins en partie, les appareils idéologiques, contre le pouvoir d'état du capital monopoliste». Ailleurs, dans le chapitre, Carrillo déclare expressément qu'il n'est absolument pas question de les détruire. Par appareil idéologique il entend l'Eglise — importante en Espagne — l'Education, la Famille, la Justice, les appareils politiques, les moyens de communication. Cette conception de l'utilisation «de l'intérieur» des appareils idéologiques, que le PCE présente comme le résultat de conditions nouvelles, est en fait une thèse classique du révisionnisme. Elle illustre parfaitement quelle conception les révisionnistes espagnols ont du «socialisme». Il n'y a pas pour eux de changement qualitatif, de classe, avec l'état actuel, qui est «la base matériel du futur Etat» : il y aura, disent-ils, plus de planification, un plus grand développement des forces productives, une gestion plus rationnelle, un meilleur niveau de vie, une plus grande prise en compte par l'état des intérêts de la collectivité, une plus grande participation des gens etc, mais pas de changement radical par rapport à la question : quelle classe détiendra le pouvoir ?

L'alliance des forces du travail et de la culture

En Espagne, il y a un rejet fondamental de la dictature, des méthodes de la dictature. S'appuyant sur ce fait exact, les révisionnistes rejettent la dictature du prolétariat, au profit d'une «nouvelle» notion, celle de travailleur. Interrogé sur les catégories sociales que recouvre ce mot un dirigeant du PC répond : «tous ceux qui vivent de leur travail, qui n'exploitent pas, c'est à dire les ouvriers, les paysans, les professionnels, les techniciens, les intellectuels, la petite-bourgeoisie, les professions libérales, les petits patrons, et même les moyens, les entrepreneurs privés, les propriétaires de magasins, de taxis, etc.». Quant au devenir des fonctions de contrôle, de surveillance, de gestion dans le socialisme, le PC répond : «ces gens-là seront très utiles pour continuer la production». Il faut remarquer que dans sa propagande journalière, comme dans son programme, le PCE se garde bien d'entrer dans le détail de sa conception du socialisme. Et pour cause ! Il préfère pour l'instant critiquer le modèle soviétique, car ainsi, il est plus populaire.

Les critiques à l'égard de l'URSS

Ces critiques vont relativement plus loin que celles que l'on peut trouver dans le PCF : politique

étrangère de grande puissance, confusion du rôle du parti et de l'Etat, absence de pluralisme, existence d'une bureaucratie d'Etat ou de parti qui détient tout le pouvoir et qui possède toutes sortes de privilèges. Selon le PCE, cette bureaucratie «a toutes les caractéristiques d'une bourgeoisie», mais ce n'est pas pour autant une nouvelle bourgeoisie car «la socialisation des moyens de production a été effectuée, et les directeurs d'usine n'empochent pas directement les bénéfices...». La différence qu'ils font est bien loin du compte, le PC continue à parler des «camarades soviétiques». Il ne faut pas sous-estimer les contradictions avec l'URSS. A plusieurs reprises, l'URSS a exercé des «pressions financières» sur le PCE, et a suscité des scissions en son sein, notamment avec la fraction Lister en 68, quand le PCE a désavoué l'occupation de la Tchécoslovaquie. Mais ces conflits latents entre partis révisionnistes n'iront pas jusqu'à la rupture, ne serait-ce que parce que le PCE envisage son arrivée au pouvoir dans la dizaine d'années à venir, et que les Soviétiques vont être amenés à les ménager. L'inverse n'est pas vrai dans les mêmes proportions.

La neutralité de l'Europe

Le PC remarque, non sans pertinence, que ce qui provoque les réactions soviétiques, ce

n'est pas la thèse de la voie démocratique, c'est la prise de position en faveur de la neutralité de l'Europe. C'est la volonté de maintenir l'équilibre entre les blocs. Le PCE déclare : «nous ne voulons en Espagne, ni bases américaines, ni bases soviétiques. Dans l'immédiat, il y a des bases américaines, comme il y a Guantanamo à Cuba. Il faut prendre les choses avec calme. Si les bases américaines partaient, les Soviétiques chercheraient à s'installer, ou bien les Américains en créeraient d'autres ailleurs. Cela créerait de nouveaux déséquilibres et ne contribuerait pas à résoudre les blocs. Pour liquider les blocs, il faut les congeler dans leur état actuel. Nous acceptons le maintien des bases au moins jusqu'à l'extinction des traités (1981)». Cette position suscite des remous au sein du PCE. Il reste qu'elle témoigne de l'importance de l'opposition à l'URSS. Des contacts de haut niveau se sont déroulés très récemment entre la direction du PCE et l'ambassade américaine à Madrid et Santiago Carrillo a été invité par l'Université de Yale à donner des conférences. Ce n'est sans doute pas sans l'accord du Département d'Etat...

Le PCE s'oppose à l'URSS dans la mesure où elle gêne son processus d'accession au pouvoir, et où ses intérêts de grande puissance entrent en contradiction avec les intérêts du capitalisme espagnol que le PCE tend, de plus en plus, à épouser. Là est la limite de leurs contradictions...